

# points – infos

## DE REPÈRES

n° 31, février 2016

BULLETIN NUMÉRIQUE ET PÉRIODIQUE DE L'IRHSES

IRHSES, 46 avenue d'Ivry, 75647 Paris cedex 13 – Tel 01 40 63 28 10 – E-mail : irhses@snes.edu – www.irhses.snes.edu

### SOMMAIRE :

**UIDR :**  
**de la FEN à la FSU**  
**par Hervé le**  
**Fiblec**

**Militants**  
**enseignants dans**  
**le tome 12 du**  
**Maitron**

**C.R. du CA du**  
**17/12/2015**

EDITO

## Trente ans après

Cela fait maintenant trente ans que l'IRHSES est né, peu après la rentrée de 1985. Le président fondateur que je suis est donc naturellement conduit à faire un bilan. Avec la petite équipe que nous avons constituée, dont la composition a évolué – et dont les rangs se sont malheureusement éclaircis (André Drubay, Etienne Camy-Peyret, Louis Le Yaouanq) –, nous avons essayé de mettre en œuvre le vaste programme inclus dans les buts de notre institut : conservation et valorisation de nos fonds d'archives, formation syndicale, recherches...

Nous sommes loin d'avoir réussi à faire tout ce que nous aurions voulu faire. Manque de temps, difficultés à trouver des bonnes volontés en nombre suffisant, carences sans doute de notre part... Mais il faut bien dire que nous n'avons pas toujours bénéficié autour de nous, jusque dans notre propre syndicat, de l'intérêt suffisant pour notre mission, indispensable pour doper les énergies.

Nos archives sont pourtant à peu près en ordre à la suite d'un travail qui ne se voit pas, l'IRHSES est maintenant connu et reconnu, notre participation au Maitron est saluée... et notre site internet est de plus en plus fréquenté.

Le bureau vient d'être recomposé. Du sang neuf va irriguer ses veines, espérons-le. L'article du dossier de ce numéro en est la preuve, écrit par Hervé le Fiblec. En se penchant sur le parcours de la tendance UIDR du SNES, il aborde un aspect assez méconnu de la fin de l'histoire de la FEN et de celle de la FSU. Très jeune militant, il fut un peu mêlé à cette histoire, ce qui le qualifie d'une certaine manière pour en parler.

*Alain Dalançon, président*

## ASSEMBLÉE GÉNÉRALE DE L'IRHSES

Le mardi 29 mars à 16h

au congrès national du SNES à Grenoble

# UIDR (Unité pour l'Indépendance, la Démocratie et la Rénovation du SNES) De la FEN à la FSU

Par Hervé le FIBLEC

Les militants du SNES favorable à la majorité UID (*Unité, indépendance et Démocratie*) de la Fédération de l'Éducation nationale, qui utilisèrent dans ce syndicat l'appellation UIDR (*Unité pour l'Indépendance, la Démocratie et la Rénovation du SNES*) à partir de 1975, furent au centre du processus de scission de la FEN qui aboutit à la création de la FSU en 1993.

Leur position était en effet tout à fait particulière. Si, pour certains, il n'y eut aucune hésitation à soutenir, et même à organiser, l'exclusion du SNES décidée par la majorité fédérale, d'autres furent plus hésitants, ou eurent bien des difficultés à assumer ou justifier ce choix.

Parmi ceux-ci, certains prirent la décision de rester au SNES et même de refonder au sein de leur syndicat et de la FSU un courant d'inspiration UID. Cette tentative fut cependant finalement un échec.

Sans revenir sur une histoire largement écrite et décrite, celle de la fin de la FEN, retracer cette période en s'intéressant à ce groupe particulier de militants éclaire aussi pourquoi cette scission peut être qualifiée de « paradoxale »

## UIDR : un courant minoritaire-majoritaire dans le SNES-FEN

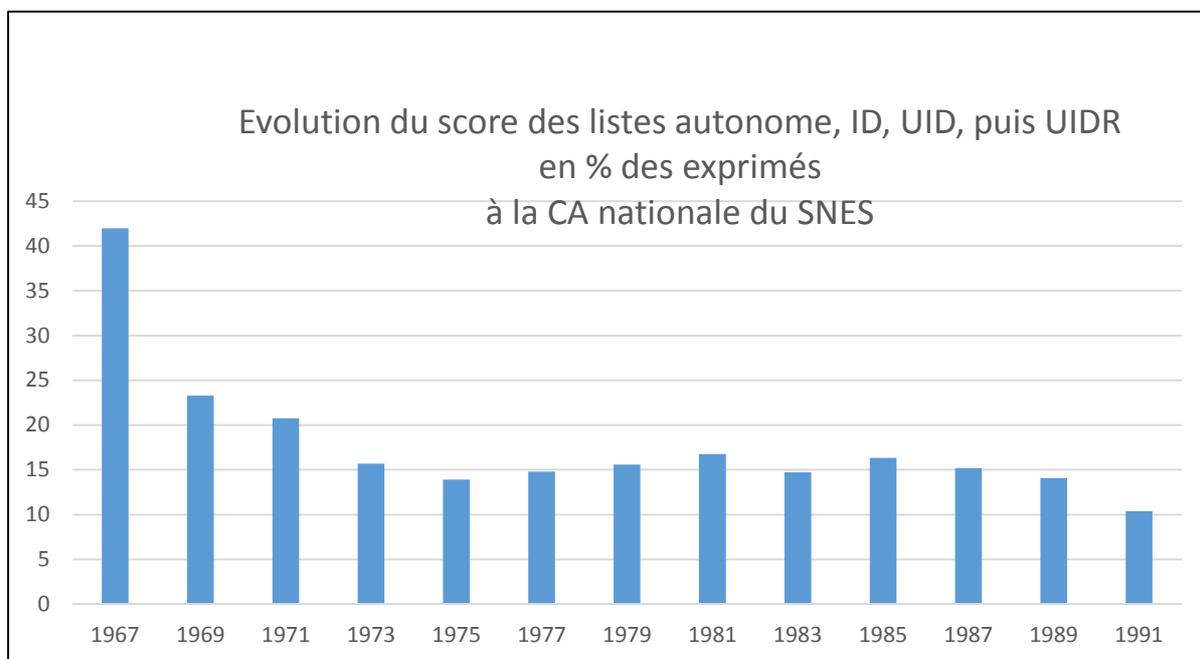
La perte de la majorité par le courant « autonome » au profit d'*Unité et Action* dans le SNES, en 1967 – un an après la création du nouveau syndicat –, modifia profondément le modèle syndical de la FEN. Si, dans un premier temps, certains auto-nomes mirent cette défaite sur le compte de leurs divisions ou du caractère tardif de la fusion SNES-SNET, ils durent rapidement se rendre à l'évidence : dès 1973, la perspective d'un retour en arrière et d'une victoire électorale dans le SNES apparaît comme irréaliste. Cette année-là en effet, la liste autonome, baptisée UID, franchit à peine la barre des 15% des voix, et ne réussira jamais à décoller de ce niveau.

Le courant s'organise donc, non pas pour présenter une « majorité alternative », mais comme une minorité d'opposition. Louis Astre, ancien secrétaire général du SNET, puis du « nouveau » SNES, est remplacé comme tête de liste par Jacques Estienne, qui dirigera le courant UIDR jusqu'à la scission.

## Une minorité d'opposition de plus en plus affaiblie

Au fur et à mesure des années, les fractures entre UA et UIDR furent de plus en plus profondes. Divergences sur le projet d'école, même si UIDR ne fut guère enthousiaste sur « l'école fondamentale » du SNI et œuvra à un projet fédéral prenant plus en compte la diversité des cultures enseignantes ; divergences aussi sur le Programme commun de gouvernement de la gauche, puis sur les raisons de la rupture de l'union de la gauche et, après 1983, sur le bilan de la gauche au pouvoir ; divergences sur la stratégie syndicale générale, UIDR soutenant le projet de « recomposition syndicale », etc...





Pour autant, les militants UIDR ne se revendiquaient pas d'une culture de « minoritaires ». Bien au contraire, ils se voyaient comme les défenseurs de « la » majorité, celle de leur fédération. D'ailleurs, s'ils avaient refusé dès 1967 la proposition faite par U-A de participer à un exécutif hétérogène au SNES, au nom du principe de l'homogénéité des exécutifs qui avait prévalu depuis 1949, plusieurs d'entre eux étaient fortement investis dans les structures fédérales. Outre Robert Chéramy et Louis Astre, chargé au sein du secrétariat fédéral des questions de « droits et libertés » de 1970 à 1984, Jacques Estienne est secrétaire de la section FEN de son département, la Somme. C'est aussi, par exemple, le cas de Pierre Gros dans le Gard.



Au-delà, dans une lecture souvent simplificatrice des rapports entre syndicalisme et politique, les militants UIDR, souvent membres et militants du Parti Socialiste, se voyaient en représentants d'une sorte de majorité politique du monde enseignant. Assimilant, dans un raccourci qui est dans doute l'erreur la plus lourde de leur plan de scission de la FEN, *Unité et Action* à un Parti communiste français en voie de marginalisation politique, ils avaient la conviction profonde, quoique rarement formulée, que la position majoritaire dans le SNES d'U-A était une forme d'usurpation et ne résisterait pas à l'effondrement du bloc soviétique. « Le mur est tombé » devient d'ailleurs un des leitmotives du discours des responsables UID après 1989.

À la veille de la crise, UIDR est en situation délicate. Estienne a eu les plus grandes difficultés à constituer une liste de candidats pour l'élection à la CA nationale du SNES en 1991. Il semblerait d'ailleurs que l'appareil du PS, sollicité par certains responsables UIDR, n'ait guère souhaité apporter son soutien à cette entreprise.

Le résultat est relativement faible : 10,4% des voix. C'est un recul de trois points par rapport à 1989, qui se traduit par la perte de trois sièges d'élus à la CA et d'un siège au Bureau national. Ces pertes se font essentiellement au profit d'UA, qui engrange les bénéfices de sa stratégie revendicative victorieuse centrée sur la « revalo » pour le second degré, alors qu'UIDR privilégiait une approche « fédérale » qui, *de facto*, revenait à soutenir la stratégie de « priorité au premier degré » que le SNI-PEGC (Syndicat national des instituteurs et professeurs d'enseignement général des collègues) avait imposée à la FEN.

## UIDR défenseur de l'unité de la FEN ?

À partir de 1990, affaiblie par la dissidence du SNETAA (Syndicat national des lycées professionnels) qui décide de constituer une nouvelle tendance, *Autrement*, la majorité fédérale se divise sur la stratégie à adopter pour conserver la direction de la FEN. Défenseur d'une logique de temporisation et d'évitement de la crise, Yannick Simbron, secrétaire général, est contraint à la démission en juin 1991 et remplacé par Guy Le Néouannic. Les militants UIDR ne semblent pas avoir pris une part active à cette « révolution de palais » menée essentiellement par des responsables du SNI-PEGC.



Y. Simbron au congrès national du SNES en 1991

### *La déclaration d'orientation UIDR de 1991*

Dans ce premier temps de la crise qui met au centre du débat la question du rapport du syndicat à la fédération, UIDR va tenter de se présenter comme la tendance des défenseurs de l'unité de la FEN. Ainsi, la déclaration d'orientation UIDR de mai 1991, s'intitule « *Répondre aux exigences de notre temps – rassembler tous les enseignants dans la FEN* ».

Ce titre peut paraître étrange dans la mesure où, par vocation du moins, la FEN rassemblait déjà « tous les enseignants ». Bien que très critique sur l'action de la direction du SNES, le texte est d'une grande prudence dans ses formulations.

Concernant le fonctionnement en tendances, UIDR précise qu'il faut « *préserver le droit de tendance* », mais reprend les orientations de la direction fédérale pour le remettre en cause, indiquant qu'il faut « *mettre fin aux débats stériles et aux*

*oppositions systématiques* », tout en proposant une piste : « *donner aux adhérents les moyens de participer davantage à la vie de leur fédération* ».

Sur le fond, UIDR défend l'analyse que les tendances sont des filtres, voire des murs, entre les adhérents et les prises de décision. Plus prosaïquement, il s'agit de mettre en avant la décision de la direction de la FEN d'organiser une consultation des adhérents sur ses propositions de refonte des structures internes. C'est aussi une réponse à l'accusation permanente venant d'UA concernant l'absence de consultation des syndiqués par la grande majorité des sections fédérales départementales à majorité UID avant les congrès fédéraux, ainsi que l'utilisation très discutable des mandats par cette majorité, tant dans les sections que dans les congrès.

Le texte développe plus longuement la question des champs de syndicalisation. Sans l'explicitier, il se prononce pour le projet de fusion des syndicats enseignants de la FEN, de la maternelle à la fin du second degré. Mais UIDR le fait avec toutes les précautions possibles. D'abord, en reprenant à son compte le corpus des majoritaires du SNES : l'élévation du niveau de recrutement à la maîtrise et l'agrégation comme référence<sup>1</sup>, ensuite, en rappelant que le SNES est le résultat de fusions opérées en 1949 et 1966. Enfin, le terme même de syndicat unique n'est pas dit, UIDR préférant évoquer une « *même organisation* » dans une phrase formulée comme une question (rhétorique).

C'est dire que les auteurs semblent eux-mêmes peu convaincus de l'enthousiasme des syndiqués du SNES au projet de « syndicat des enseignants » porté par la direction de la FEN, et surtout du SNI-PEGC.

### *La consultation du SNES de 1991*

Dans ce premier temps, UIDR va chercher, chaque fois qu'une nouvelle étape est franchie dans la crise qui oppose le SNES à la direction fédérale, à apparaître comme porte-parole de la modération et de la sagesse, avec l'objectif de maintenir l'unité fédérale.

Ainsi, lorsque la direction du SNES refuse la demande la FEN de lui transmettre son fichier d'adhérents, demande formulée au motif de l'organisation de la consultation préalable au congrès extraordinaire devant se tenir au printemps 1992, et organise donc sa propre consultation, UIDR participe au débat en appelant les syndiqués à ne pas répondre aux quatre questions (il est vrai formulées dans des termes choisis pour que l'issue du vote soit connue d'avance). Au contraire d'une position polémique, la tribune publiée dans *L'US* se contente de considérer la consultation du SNES comme « *sans objet* »,

<sup>1</sup>Mais les termes sont choisis : « *se battre ensemble pour imposer la maîtrise pour tous à la sortie e l'IUFM et une*

*nouvelle étape de revalorisation les conduisant au niveau des agrégés* »

présentant « *des questions que personne ne pose* » et explicite le « vrai » projet de la direction fédérale tel qu'UIDR veut le présenter : il ne s'agirait pas de fusionner des syndicats, mais de créer, au sein de la FEN, des « *unions sur la base de responsabilités proches ou communes* ».

Cette stratégie est dans un premier temps payante. La participation à la consultation est plutôt faible : moins d'un syndiqué sur deux a voté (48%), nettement moins que lors des élections internes de 1991 (56%) alors que la dramatisation de l'enjeu de cette consultation a été très forte. On est loin du plébiscite attendu, sans compter que, si la plupart des questions voient la réponse souhaitée par la direction du SNES atteindre des scores au-delà des 95%, on trouve environ 10% des votants qui adhèrent à un transfert de « souveraineté » revendicative du SNES vers l'union de syndicats préconisée par la direction fédérale.

### ***Erreurs d'appréciation***

UIDR prend d'ailleurs appui sur ce demi-succès, ou demi-échec, de la direction du SNES pour hausser le ton et dénoncer la dramatisation excessive du débat. Cette tribune, intitulée « *Raison garder* », enfourche aussi le cheval de bataille de la mise en cause des tendances, présentées comme ayant « *confisqué* » la place des syndiqués dans le débat fédéral. UIDR se veut le premier défenseur de « *l'unité* », pourfendant les « *divisions qui affaiblissent et paralysent trop souvent* ».

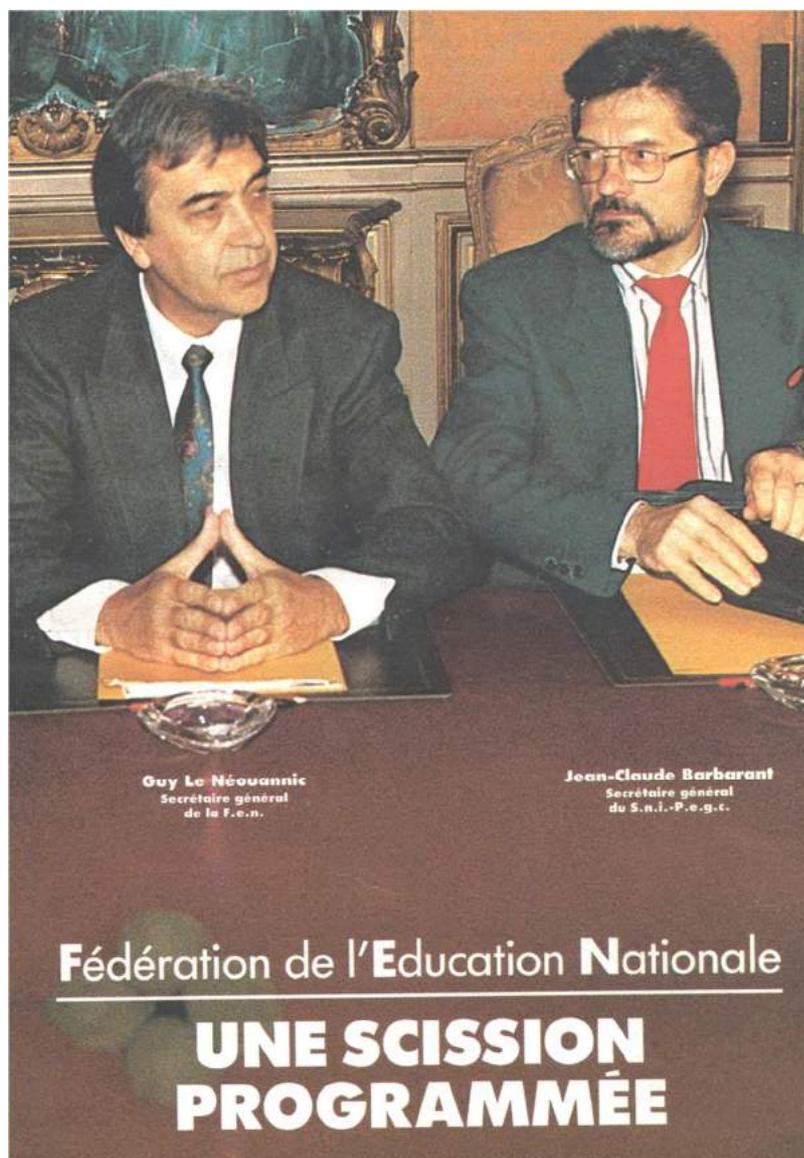
Resituée dans son contexte, cette stratégie aurait pu être efficace. Elle reposait sur plusieurs présupposés. Certains étaient clairement erronés. Ainsi l'idée que le rejet par les enseignants du gouvernement socialiste n'était pas si fort. UIDR pariait sans doute sur le fait que le crédit de l'avancée sur la « revalo » serait porté autant au gouvernement qui l'avait mise en œuvre qu'à la direction du SNES qui l'avait revendiquée. Nombre de responsables UID prenaient aussi le pari que l'effondrement du parti communiste allait entraîner celui de ses organisations de masse, au nombre desquels ils comptaient d'une façon bien simpliste, la CGT et les syndicats à majorité UA de la FEN.

Un deuxième présupposé était en revanche fort juste : les luttes d'appareil discréditent ceux qui les mènent, y compris quand ils ont raison sur le fond.

Une de L'US n° 284 du 2 avril 1992

Partant de l'idée que tout ceci n'intéressait pas beaucoup les syndiqués, il s'agissait de faire apparaître UA comme responsable de la crise. De fait, la tentation de renvoyer UA et UID dos à dos est forte, et se retrouve alors assez clairement dans les positions défendues à ce moment-là par l'*Ecole émancipée*.

De ce point de vue, à la veille de l'explosion, le choix que pourraient faire les « minoritaires » (EE et la direction du SNETAA) en cas de scission ne semblait pas clair, et pouvait dépendre de la façon dont les uns et les autres évalueraient les responsabilités relatives d'UID et d'UA dans cette scission. L'ensemble des « minoritaires » s'étaient en effet retrouvés dans la « Charte de Clermont-Ferrand » lors du congrès fédéral de 1991, mais la majorité fédérale pouvait légitimement parier sur les réticences éventuelles de certains à rallier une nouvelle fédération où UA aurait été majoritaire, et plus encore à suivre les syndicats exclus si ceux-ci s'étaient décidés pour l'adhésion à une confédération qui, en l'occurrence, n'aurait pu être que la CGT.



## Au cœur de l'explosion

Cette stratégie se fracasse cependant sur l'épisode rocambolesque de la « serviette oubliée ». Même un quart de siècle plus tard, personne n'a encore témoigné sur le caractère intentionnel ou non de la divulgation « par hasard » à la direction du SNES de la note, datée du 21 mars 1992, que Jacques Estienne adresse à Jean-Claude Barbarant, secrétaire général du SNI-PEGC.



Y. Prévost  
au BN du Snes en 1983

### *La serviette oubliée*

S'agit-il d'un changement de stratégie, l'accélération du mouvement devenant la priorité, ou d'une véritable erreur ?

Si l'on retient l'idée d'une divulgation volontaire, les hypothèses restent nombreuses. S'agissait-il pour la direction de la FEN de « sacrifier » un pion, en l'occurrence Estienne, proche de la retraite pour protéger ceux qui auraient à diriger le futur syndicat des enseignants ? De faire apparaître que la situation des militants UIDR au sein du SNES était devenue invivable à cause de l'attitude d'UA, en jouant sur l'image de « staliniens » véhiculée depuis des décennies par tous les minoritaires dans le syndicat ? C'est d'ailleurs ce que laisse entendre Le Néouannic dans son intervention au BFN du 26 mars, lorsqu'il déclare : « Cette note traduit une certaine réalité à l'intérieur même du SNES. Il serait bien trop facile d'accuser la FEN et la majorité fédérale du rejet ainsi exprimé par le courant UIDR dans le SNES. » Ou bien est-ce un coup de force des partisans de la scission rapide, Estienne en tête, alors que cette option n'est pas forcément unanime, dans la droite ligne du limogeage de Simbron ? Ou bien encore d'une initiative d'Estienne lui-même, pour mettre la direction fédérale devant le fait accompli ? C'est ce que diront ensuite les principaux responsables UIDR,

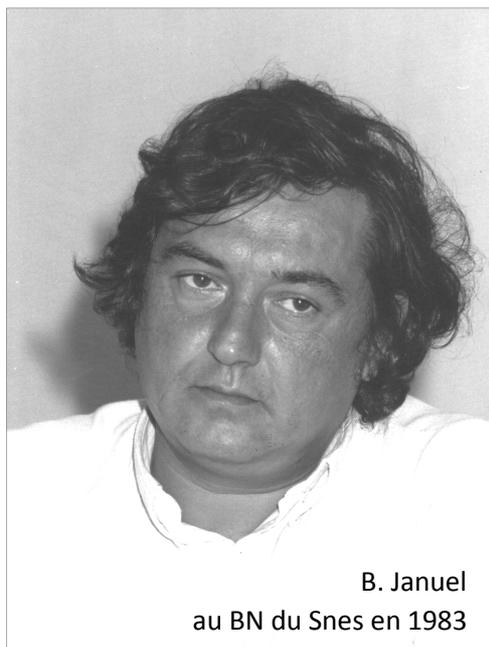
notamment ceux de Strasbourg, qui écriront qu'ils ne se sentent « pas engagés par les propositions du texte qui est l'expression d'une réflexion personnelle », parlant même de « jusqu'au-boutisme » à ce sujet.

Ce qui est certain, c'est que peu de responsables UIDR, même ceux conscients que la dynamique de la scission était enclenchée, étaient au courant du détail du « plan Estienne ». Cette note contient en effet explicitement le projet de scission : elle énonce l'objectif « le plus important : comment mettre SNES, SNEP et SNETAA hors de la FEN ? ». Elle éclaire ce qu'UA avait dénoncé dès le début : le projet de créer des « unions de syndicats » dans la FEN n'est que le prélude à la fusion des syndicats enseignants, sous la direction du SNI-PEGC...

Une fois ce texte rendu public, le point de non-retour est atteint et la machine s'emballa. Les dates sont connues : « découverte » de la note Estienne le 23 mars, réunion du Bureau fédéral national qui modifie le calendrier des instances le 26 mars, saisine de la commission nationale des conflits par le conseil fédéral national le 8 avril. L'exclusion, qui devait être entérinée par le conseil fédéral national du 6 mai, le fut finalement par le BFN du 27 avril : le vote du CFN n'était plus qu'une formalité. Tout aura pris à peine un mois !

### **Quitter le SNES ou quitter la FEN ?**

Pendant ce mois de crise intense, les élus UIDR font preuve d'une totale solidarité avec la direction fédérale : les membres UIDR du CFN (Jacques Estienne, Yves Prévost, Pierre Gros, Bernard Januel) votent d'ailleurs sans aucun état d'âme la saisine de la commission des conflits, le 8 avril. Lors du conseil national du SNES tenu les 9 et 10 avril, les élus UIDR refusent de voter la motion « *Etre tous ensemble dans la FEN, c'est possible* ».



B. Januel  
au BN du Snes en 1983

## **Note de J. Estienne à J-C. Barbarant (extraits) du 21 mars 1992**

### **Cinq conditions pour réussir**

- 1- Pour gagner il faut maintenant aller très vite. tout devrait pouvoir être réglé fin octobre 1992.
  - 2- La durée entre le moment où nos intentions seront rendues publiques et celui de leur mise en œuvre et de leur achèvement doit être la plus courte possible (5 à 6 mois maximum en comptant les vacances).
  - 3- Nos initiatives ne doivent ni empêcher ni perturber le déroulement de la consultation FEN des adhérents aux dates décidées.
  - 4- Les initiatives ne doivent pas apparaître comme venant du seul SNI-PEGC mais de tous les syndicats UID concernés, avec le soutien des minorités « majo » du SNES, du SNEP, du SNETAA. Et ces initiatives doivent être légitimées à chaque étape par la FEN.
  - 5- La FEN doit engager des démarches en direction des syndicats enseignants actuellement hors de la FEN (SNPE, SN contractuels), du SNC, du SGEN, de la FGAF et de la CFDT pour expliquer notre démarche et marquer notre volonté de rassemblement.
- Remarque : Dans le cas où le SN UA et Autrement refuseraient de donner leur dossier, il faudrait immédiatement réagir et revoir nos positions afin de profiter de cette situation de rupture provoquée par le minoritaires.

### **Les étapes**

(détails des objectifs des 3 phases)

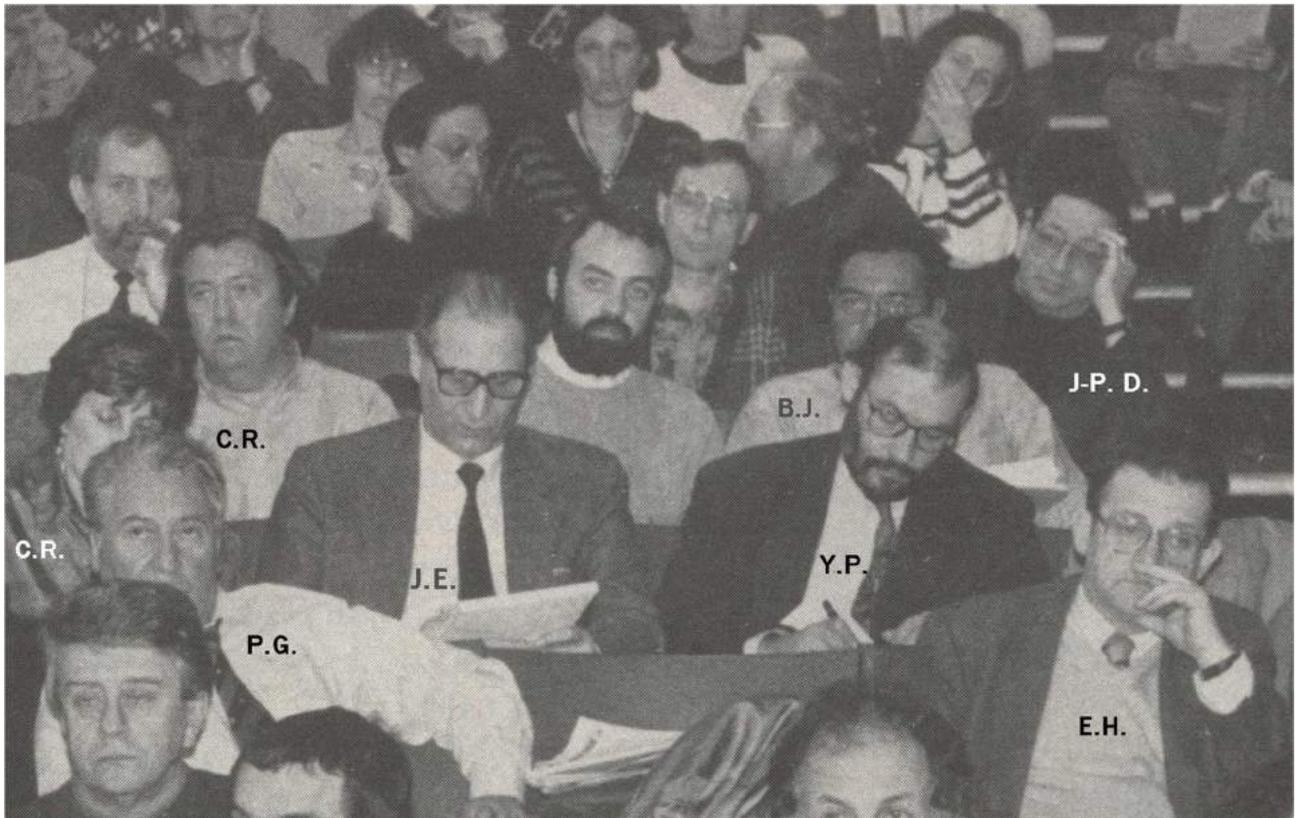
- 1- avril-mai : le lancement de l'action.
- 2- juin-Juillet : l'engagement du processus d'unification.
- 3- septembre-octobre : la création du nouveau syndicat et les changements dans la fédération

### **Un calendrier possible**

- 17 avril : remise (ou non) des fichiers à la FEN pour la consultation.  
Fin avril : appel SNI-Pegc, SNEEPS ? SNAI et des majoritaires des syndicats minoritaires.
- 12- mai : Le CFN apporte son soutien à cette démarche.  
Début juin : annonce par le SNI-Pegc de son congrès de juillet et mise en œuvre du processus d'unification.
- 25 et 26 juin : accord du CFN et annonce de l'avancée du congrès fédéral au mois d'octobre.  
Début juillet : congrès du SNI-Pegc.
- Septembre : début de la campagne de syndicalisation.  
Fin octobre : congrès FEN et congrès statutaire du nouveau syndicat des enseignants.

### **Des problèmes importants à régler le plus rapidement possible**

- 1- le plus important : comment mettre SNES, SNEP, et SNETAA hors de la FEN ? Comment justifier cette décision statutairement et auprès des adhérents et des personnels ?
- 2- Elaboration du texte de l'appel qui doit être mobilisateur pour tous, et conditions de sa diffusion et de son explication auprès des personnels du second degré.
- 3- Problème de la réaction du SNI Pegc et du SNEEPS, si les UA quittent ces syndicats pour rejoindre une fédération UA.
- 4- Problème des biens des sections UID du SNETAA et du SNES.
- 5- Soutien aux équipes UID dans les départements UA et dans les collèges et lycées : financier, décharges...
- 6- Participation effective des UIDR, UID SNETAA et SNEP aux décisions.
- 7- Organisation et fonctionnement du nouveau Syndicat des enseignants.



**Les militant(e)s UIDR au Cn du SNES des 9 et 10 avril 1992.** On reconnaît de gauche à droite : Claudine Ripoche, Claude Ritzenthaler. Pierre Gros. Jacques Estinne. Yves Prévost. Bernard Januel. Paul Drouillon. Edgar Harmlin

Dans son ultime tribune publiée dans *L'US* du 30 avril, UIDR fait le constat que l'unité est « brisée », mais en fait porter la responsabilité sur UA, reprenant essentiellement la thématique de la « FEN bis » et de l'impossibilité de faire avancer une FEN dont chaque décision aurait été immédiatement contestée par UA et par le SNES.

Après la décision d'exclusion, les élus UIDR désertent les instances nationales du SNES : ils ne siègent ni au BN à partir du 6 mai, ni au conseil national. Les militants UIDR se retrouvent cependant devant un choix immédiat : le SNES ayant été exclu de la FEN, ils doivent soit quitter le SNES, soit quitter la FEN.

#### ***Attitudes et solutions contradictoires***

Sollicités par la direction du SNES qui leur demande de clarifier leur situation, les élus UIDR ne vont pas paradoxalement fournir d'explications très tranchées. Claude Ritzenthaler affirme, le 21 mai, qu'il est « adhérent du SNES » tout en rappelant le score de sa liste UIDR dans l'élection de la CA du S3 de Strasbourg, dont il est le secrétaire. Même type de réponse d'Yves Prévost, membre du BN et élu à la CAPN : sans répondre à la question qui lui est posée, il s'étonne de n'avoir plus de nouvelles du S4 concernant les réunions de la CAPN. Estienne, pour sa part, le 3 juin, renvoie sa réponse à l'attente de la décision du tribunal sur le recours entamée par le SNES contre la décision d'exclusion.

Pourtant, le CFN du 6 mai avait décidé de délivrer une « carte fédérale » aux syndiqués du SNES qui souhaiteraient rester dans la FEN « sans double affiliation ». Dès le 7 mai, une circulaire UIDR est envoyée à tous les responsables de la tendance pour les appeler à rejoindre une « structure fédérale d'accueil », pilotée par Claude Ritzenthaler, qui est mis en avant plutôt qu'Estienne.

Cette solution peu statutaire et un peu bricolée est le résultat de l'accélération du calendrier. De fait, le SNI-PEGC sera transformé en « Syndicat des Enseignants » dès la fin juin et cette structure fédérale ne verra pas le jour.

#### ***Des militants marginalisés ou exclus de la direction du SE***

Cependant les militants UIDR ne seront pas particulièrement bien intégrés dans la direction du SE. Outre que seuls 4 des 54 membres du Bureau national seront issus du second degré (hors PEGC, syndiqués au SNI), seuls Prévost et Ritzenthaler entreront au secrétariat, ce dernier exerçant les fonctions de secrétaire général adjoint en charge des collèges et lycées. Jacques Estienne et Pierre Gros, pourtant particulièrement investis dans UIDR depuis de nombreuses années, seront clairement mis à l'écart, perdant même leurs responsabilités fédérales au niveau départemental, alors qu'ils étaient l'un comme l'autre secrétaire de leur section. Estienne allait prendre sa retraite en janvier 1993 et cède la place

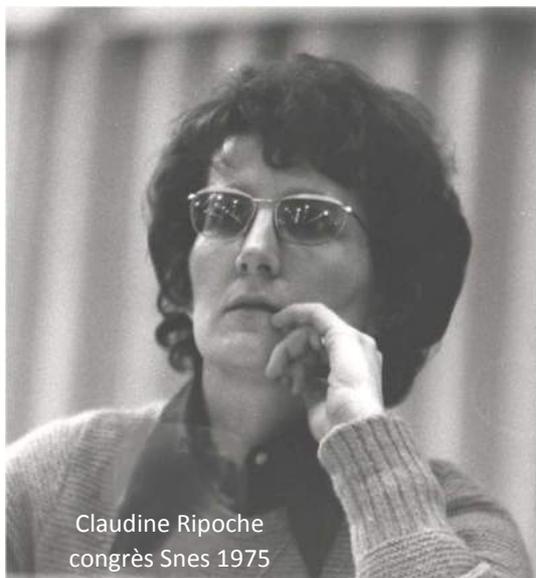
sans trop de difficulté ; ce n'était pas le cas de Pierre Gros, qui se trouve sans responsabilité syndicale et de nouveau enseignant à temps plein pour les deux dernières années de sa vie active.

La « nouvelle FEN », qui ne tardera pas à devenir l'UNSA-éducation (1998), montre d'ailleurs peu de reconnaissance à ceux qui furent les principaux artisans de sa naissance : outre Estienne et Gros, on peut citer Martine Le Gal, conduite à la démission du secrétariat général de l'UNSA en 1994, ou même Le Néouannic, qui exprimera plus tard l'impuissance qui fut la sienne à la direction de la FEN après la scission notamment dans un long témoignage publié sur le site du Centre Henri-Aigueperse.



P. Drouillon  
congrès Snes 1975

### *Celles et ceux qui restent au SNES*



Claudine Ripoché  
congrès Snes 1975

Les « dissidences » semblent fort peu nombreuses. Début juillet, deux élus UIDR de la CA académique de Poitiers, Gilles Thollard et Marc Billard, annoncent leur intention de rester dans le SNES. Aucun des deux ne figurait sur la liste UIDR nationale de 1991.

Il n'en est pas de même de Claudine Ripoché, qui fait savoir le 14 juin que, bien qu'elle démissionne de tous ses mandats, elle reste adhérente du SNES. Elle met en avant le caractère anti-démocratique de la décision prise par ses camarades UID d'exclure le SNES.

### **La situation particulière du S3 de Strasbourg**

Si au niveau national, la « perte » de militants UIDR peut paraître au final de conséquences assez minimes, si ce n'est symboliquement, il n'en est pas de même dans l'académie de Strasbourg.

#### *Le seul S3 resté à majorité UID*

Après une parenthèse entre 1971 et 1972, le rattachement à l'académie de Nancy du département de la Moselle a fait que le S3 est en le dernier à avoir conservé une majorité absolue pour UIDR, majorité qui se retrouve dans les deux départements qui le constituent. Le SNES y est cependant moins bien implanté qu'au niveau national. Lors des élections professionnelles de 1990, ses listes n'obtiennent que 49,8 %, fortement concurrencées par le SGEN (21,7 %), et enregistrent un léger recul par rapport à 1987 (51,1 %).

Le rapport de forces entre tendances est, en 1991, de 52 % pour UIDR et 35 % seulement pour UA. Le rapport d'activité national y est cependant majoritairement approuvé (55 % pour, 28 % contre, 17 % d'abstentions), tout comme d'ailleurs et dans les mêmes proportions, le rapport d'activité académique (en 1992 : 57 % pour, 27 % contre).

En avril 1992, l'élection de la CA académique confirme une nette majorité pour la liste UIDR « et sans tendance ». Avec 58,3 %, elle progresse même de 2 points, tandis qu' UA recule d'autant avec 33,2 % des voix, l'EE obtenant 8,3 %.

#### *Pour un syndicat unique d'enseignants ?*

Même si les positions du S3 de Strasbourg sont parfois mal partagées par les autres militants UIDR, sur le fond des débats qui conduisent à la scission, le S3 est clairement du côté des options de la majorité fédérale. Le congrès académique s'est ainsi prononcé depuis 1989 pour la création d'un « *syndicat unique des enseignants* », et cette position est défendue de façon constante par le secrétaire académique Claude Ritzenthaler. Ce dernier participe d'ailleurs à la publication fédérale *Les Lycées*, créée en 1991 par la FEN, et qui est envoyée aux syndiqués du SNES, du

SNEP et du SNETAA, ainsi que dans les établissements. Cette publication est censée faire contrepoids à L'US et développe les positions UID sur le second degré.

Mais, tandis que la crise monte, les formulations deviennent plus consensuelles. Ainsi, le texte d'orientation UIDR académique de mars 1992 ne parle plus d'un « syndicat unique », mais du « rassemblement de tous les enseignants dans une même structure unitaire », et la future équipe s'engage contre une scission : « nous ferons tout pour éviter une éventuelle scission qui aurait des conséquences incalculables sur le mouvement syndical enseignant et par voie de conséquence sur le métier d'enseignant lui-même ». On est encore dans la phase « raisonnable » de la stratégie UIDR.

On retrouve peu ou prou la même prudence dans le texte adressé aux syndiqués après la découverte de la « note Estienne ». Intitulé « Unitaires, mais indépendants ! », il renvoie dos à dos les « ultras » et les « jusqu'au-boutistes » « dans les deux camps ». Il dénonce le « grave problème d'éthique et de déontologie syndicale » (sic) que pose le texte d'Estienne, mais utilise les mêmes qualifications pour parler de « la manière dont il a été rendu public ». La condamnation de la note Estienne va de pair avec celle de « l'utilisation médiatique de cette affaire ».

Il met aussi un certain bémol à la perspective d'une structure syndicale unique, qui est pourtant largement portée par le S3, indiquant qu'elle « ne peut être que progressive et ne saurait être imposée ».

Le 5 mai, à la veille de la réunion du CFN qui entérinera l'exclusion du SNES, Evelyne Vendrame, militante UA du S3, est invitée à la réunion du secrétariat national. Le compte rendu qu'elle en fait montre que la question de l'avenir du S3 intéresse particulièrement la direction du SNES qui s'interroge encore sur l'attitude de la direction académique en cas de scission. Il est vrai qu'à ce moment-là, certains au sein du secrétariat espéraient compter sur la défection de représentants de « petits » syndicats à direction UID qui refuseraient l'exclusion par crainte de se retrouver encore plus marginalisés dans une FEN où le SNI « élargi » serait encore plus hégémonique.

Les inquiétudes sont cependant fortes. Le secrétariat académique semble avoir pris les devants d'une éventuelle scission, notamment en changeant la domiciliation bancaire de ses comptes. On apprendra quelques semaines plus tard, dans un message adressé aux syndiqués du Haut-Rhin par Ritzenthaler début juillet, que la direction académique débat copieusement, pendant tout le mois de mai au moins, de « l'éventualité de la construction d'un nouveau syndicat » et même de la répartition des responsabilités nationales qui seraient données aux militants strasbourgeois dans ce syndicat.

Le choix du secrétariat académique est donc fait plus rapidement que les textes publiés ne le laissent penser. Ritzenthaler est ainsi un des premiers signataires, aux côtés de J.C. Barbarant (secrétaire général du SNI-Pegc), Pierre Fayard (secrétaire général du SNEEPS) et Michel Ottavi (militant du SNETAA) de l'appel « Pour rassembler tous les enseignants dans la FEN » qui se conclut par la perspective de création d'un « syndicat de la FEN commun à tous les enseignants de l'école au lycée ».

### **Pas d'unanimité chez les militants UIDR**

Après avoir expliqué en mai qu'il attend une décision collective des militants de son département, Paul Drouillon, secrétaire du S2 du Haut-Rhin annonce en juin qu'il se rallie, avec son bureau départemental, au manifeste « Ensemble pour une Fen revendicative et pluraliste » qui rassemble tous les futurs fondateurs de la FSU. La raison principale qu'il donne à ce choix est l'opposition large à toute régionalisation du recrutement des enseignants du second degré dans le cadre d'une « unification » des corps avec celui des PE. Cette prise de position lui vaudra une réponse cinglante de Ritzenthaler qui qualifie Drouillon de manipulateur, engagé dans « des combats d'arrière-garde » et habitué de la « peur du changement ». Le caractère excessif et agressif des qualifications montre qu'on arrive au bout d'un débat qui oppose désormais des personnes, les questions de fond étant tranchées par une scission de fait de la section académique.

Il n'y a plus guère que l'Ecole émancipée pour croire à une solution démocratique et statutaire et demander une réunion d'urgence de la CA académique, qui se heurte à une fin de non-recevoir de la part du secrétariat.

Le S2 du Haut Rhin organise alors une consultation des syndiqués dont les résultats sont sans appel : 97 % condamne l'exclusion du SNES de la FEN ; moins de 1 % approuve l'élargissement unilatéral du champ de syndicalisation du SNI-PEGC ; 59 % demande la démission de l'équipe académique qui est en train de mettre en place le SE...

Mais, lors du congrès académique, cependant, Drouillon est le seul militant UIDR à voter contre la mise en place dans l'académie de la « structure unitaire » (c'est-à-dire le SE).

En juillet, le secrétariat académique conclut la séquence dans un texte intitulé « Nous avons choisi la FEN » qui explique, pour l'essentiel, que la continuité du S3 se trouve dans le SE. Ultime coquetterie, le dernier bulletin académique publie une tribune de l'EE qui appelle à « rester au Snes » avec comme unique réponse du secrétariat qui « ne veut plus perdre son temps en polémiques inutiles » l'appel aux enseignants adopté par le SE le 25 juin.

A la suite de l'envoi d'une longue lettre de Monique Vuailat aux syndiqués de l'académie, une équipe académique provisoire, menée par Philippe Lochu, militant UA, et associant les militants UIDR qui veulent rester au SNES ainsi que l'EE, est constituée au lendemain du congrès national extraordinaire de juillet.

La première réunion de la CA de ce « nouveau S3 » est organisée le 16 septembre et son équipe participe le lendemain à une conférence de presse de rentrée avec le SNESup et le SNEP. La scission est consommée aussi dans le S3.

### **Renaissance d'un courant UID dans le SNES ?**

Juridiquement, l'exclusion du SNES de la FEN n'est effective qu'à l'issue du congrès fédéral extraordinaire du 6 octobre 1992. Elle ne sera acquise qu'après la mise en place de modalités de vote fortement contestables... et contestées. Les uns accusant les autres d'utiliser les mêmes méthodes de vote bloqué qu'eux-mêmes. En tout état de cause, la vie en commun dans la fédération était devenue impossible depuis mai.

Pendant toute la période, les militants UIDR restés au SNES sont inaudibles. Malgré les incitations fortes du secrétariat général, aucun des candidats de la liste de 1991 ne s'estime mandaté pour siéger dans les instances nationales et les sièges UIDR restent vacants. Ils ne produisent aucune contribution concernant le rapport d'activité.

### **La nouvelle tendance « IDEES »**

En mars, cependant, un appel à candidature est déposé par Jean-François Grasset, élu sortant de la CA nationale, Claudine Ripoché et Ursula Schnapper, nouvelle secrétaire du S2 du Haut Rhin (et par ailleurs épouse de Paul Drouillon qui prend ses distances avec le syndicalisme et s'engage alors dans une carrière politique locale).

#### *Les difficultés de la naissance*

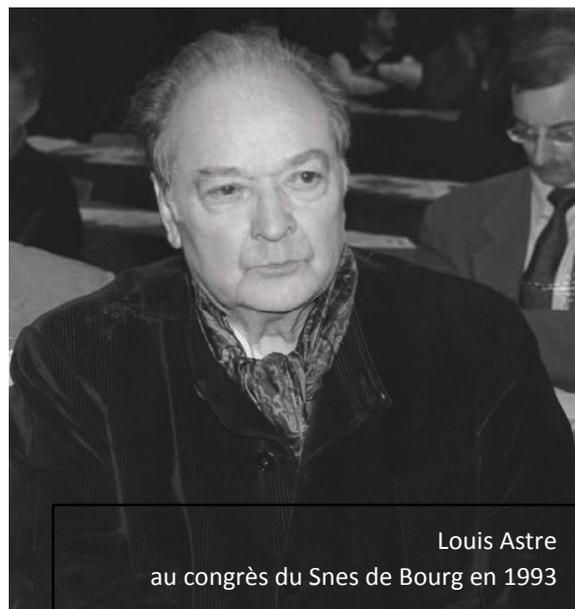
Ce texte part du constat de la marginalisation des militants du second degré dans le SE, et de l'existence dans le SNES de syndiqués se reconnaissant dans l'héritage UID. De fait, l'appel à candidature est entièrement axé sur les pratiques syndicales et correspond à l'aspiration forte à leur renouvellement dont le climat qui préside à la création de la FSU quelques semaines plus tard sera la parfaite illustration.

Cet appel débouche sur une liste intitulée « *Indépendance, Dialogue, Efficacité, Ensemble pour les Syndiqués* » (IDEES). Elle est menée par Gilles Thollard, élu de la CA académique de Poitiers, suivi d'Ursula Schnapper, secrétaire du S2 du Haut Rhin, et Jean-François Grasset, sortant de la CA nationale.

La liste montre cependant les difficultés de cette reconstruction. La plupart des candidats UIDR de 1991 n'y figurent pas, et un tiers environ sont issus de la seule académie de Strasbourg. Une douzaine de Poitiers, une douzaine d'autres d'Amiens, une dizaine de Nice (académie de Grasset).

#### *La neutralité de Louis Astre*

Surtout, manque à l'appel Louis Astre, qui fut le premier secrétaire général du SNES, et responsable de la FEN jusqu'en 1984, qui intervient à la tribune du congrès de Bourg-en-Bresse en 1993 pour expliquer pourquoi il a refusé de rejoindre le SE et reste au SNES.



Louis Astre  
au congrès du Snes de Bourg en 1993

Cette longue intervention contient en creux toutes les raisons et toutes les difficultés qu'il y a pour des militants UID à faire le choix de rester dans le SNES et de participer à la construction de la nouvelle fédération, la FSU, dont les statuts provisoires sont déposés le 16 avril.

Il fait en effet un constat, celui de la « *mort de la FEN* », et donc de tout le modèle syndical (« *autonome et unitaire, porteuse de sens* ») que cette fédération représentait à ses yeux. Il souligne le paradoxe d'une fédération née de la volonté de dépasser les clivages liés à la guerre froide, et qui explose au moment précis où l'effondrement du bloc soviétique fait disparaître les raisons historiques de ces clivages.

S'il partage l'analyse d'UA sur la timidité d'une gauche au pouvoir, qu'il accuse de n'avoir pas fait « *assez de socialisme* » et qui vient tout juste d'être poussée dans l'opposition, il ne rappelle pas moins ses distances avec la tendance majoritaire du SNES, qui a, selon lui, sa « *pleine part de responsabilité* » dans la scission. Au final, il renvoie dos à dos le « *corporatisme* » du SNES et celui du SNI-PEGC.

C'est un peu la même analyse que fait Jean-François Grasset en marge du premier conseil national de la FSU, qui se tient en juin 1993 : « [La FEN de 1948] était dans ses mandats et dans les faits le ferment d'une unité syndicale à reconstruire sur le plan français et à construire à terme sur le plan européen. Minée par l'affrontement des tendances, en particulier par l'opposition des deux blocs principaux UID et UA, la FEN a gaspillé cette chance. Soumise à l'emprise grandissante du SNI-PEGC, elle n'était plus, depuis 15 ans, porteuse de cet espoir. »

On peut se demander, dans ce cas, pourquoi les militants nouvellement baptisés IDEES étaient restés dans une majorité fédérale qui n'avait fait qu'accentuer des dérives graves qu'ils condamnent désormais publiquement.

### ***Une faible représentativité***

La campagne pour l'élection de la CA nationale est endeuillée par le décès, dans un accident de voiture, d'Ursula Schnapper, le 10 mai.

Le résultat électoral de la liste IDEES n'est pas totalement négligeable : elle obtient 3,5 % des voix, et retrouve plus d'un tiers des voix UIDR de 1991. C'est à la fois beaucoup, si l'on prend en compte le fait que la liste a été constituée très rapidement, et que la quasi-totalité des cadres UIDR ont rejoint le SE ou ont disparu dans la nature, et fort peu pour peser dans le SNES : 2 sièges à la C.a. nationale (sur 69) et aucun au bureau national.

IDEES est donc représentée par J.Fr. Grasset, Gilles Thollard, Thierry Cire et Claudine Ripoché. Après débat, la CA nationale décide qu'IDEES pourra désigner un représentant sans voix délibérative au bureau national.

### ***Difficultés à se singulariser***

De fait, les militants IDEES vont assez peu se distinguer dans les débats internes de la période 1993-95. Intégrés pour l'essentiel dans les exécutifs locaux, et dans le travail du S4, ils apparaissent peu sur des positions de tendance. C'était d'ailleurs en germe dans l'approche exposée par U. Schnapper peu avant son décès, qui se félicitait à la fois d'avoir proposé que les trois tendances IDEES, UA et EE présentent une liste commune pour l'élection de la C.a. académique de Strasbourg (de fait, la liste réunit IDEES, UA et « sans tendance ») et que lors du congrès académique, les textes ne soient pas votés « en fonction du courant de pensée qui les présentait, mais en fonction de leur contenu ».

Il apparaît donc qu'ils fassent le choix d'œuvrer « de l'intérieur », ce qui correspondait sans doute à leur culture syndicale de « majoritaires » dans la fédération et dans le S3 de Strasbourg.

Un point de divergence majeure apparaît

pendant, au printemps 1994, au sujet du « nouveau contrat pour l'école » présenté par François Bayrou. IDEES critique tout d'abord « l'analyse trop positive de la direction » du SNES sur la première version des 155 propositions, connue en avril. La tendance tente de se placer dans une position intermédiaire entre celle de la direction UA et celle des autres tendances minoritaires qui « rejettent tout le projet ». Pour autant, lors de la CA des 10 et 11 mai, ils votent un texte commun avec EE et Autrement, qui pointe une série de désaccords de fond avec les propositions qui « s'inscrivent dans une optique libérale visant à remettre en cause le caractère national des formations, des diplômes et du statut des enseignants ».

C'est, peu ou prou, la même position qu'exprime Gilles Thollard dans une tribune qui, en juillet, expose l'analyse d'IDEES sur la version finale du Nouveau contrat pour l'école.

### ***Une tendance fédérale PSUID ?***

Parallèlement, les militants IDEES tentent de construire une tendance fédérale. Dès 1993, ils avaient obtenu le rang de « tendance fondatrice » et la possibilité de désigner un représentant dans les instances. Jean-François Grasset, qui siège au bureau fédéral, prend ainsi l'initiative d'une liste « Pour un syndicalisme unitaire, indépendant et démocratique » (PSUID) qui se présente aux suffrages des syndiqués dans le cadre du Congrès de Mâcon.

Cette liste repose essentiellement sur les militants UID des anciens syndicats de la FEN : SNES, SNESup, SNETAA. Dans le SNUipp, en pleine ascension, ses forces sont très limitées : seuls deux militants parisiens, Jacques Pomeranz et Cécile Silhouette, sont réellement impliqués dans la reconstruction de la tendance. Pour autant, le résultat fédéral est loin d'être négligeable : 4,1 % des voix. C'est évidemment très loin des scores d'UA, Autrement et EE, mais assez pour considérer que l'essai peut être transformé.

### ***Divergences et disparition(s)***

À l'interne d'IDEES, les tensions vont cependant rapidement s'exacerber, opposant deux groupes de militants : d'une part ceux qui, autour de Jean-François Grasset, sont favorables à la poursuite de l'expérience, notamment au niveau fédéral, et cherchent à se démarquer autant que possible des orientations prises par la direction du SNES, et d'autre part les « alsaciens » ainsi que les militants de Poitiers, qui sont de plus en plus sceptiques quant à la nécessité de maintenir un courant identifié, alors que leurs expériences, qu'elles soient locales ou au niveau du S4, montrent la possibilité de travailler assez facilement avec les « majoritaires » UA.

### ***Disparition d'IDEES au congrès de Reims (1995)***

On retrouve cette position assez ambiguë dans la contribution au débat sur le rapport d'activité de janvier 1995 : celui-ci rappelle la divergence d'analyse quant au « Nouveau contrat pour l'école » et émet des « réserves » fortes sur d'autres questions : la laïcité, mise en avant par la forte mobilisation du 16 janvier 1994, la question, centrale à cette période, de la titularisation des auxiliaires, et sur les salaires. Mais toute la fin du texte rappelle la démarche de « participation » des militants IDEES et se conclut par un appel prudent à l'abstention.

IDEES décide cependant de publier un appel à candidatures pour l'élection de la CA nationale. Celui-ci, signé de Thierry Cire, représentant « à titre consultatif » au BN, reprend les grandes lignes de l'orientation exposée dans les textes précédents, en mettant plus particulièrement l'accent sur la question des salaires.

Les tensions restent cependant vives entre les deux groupes, et les candidatures d'autant plus difficiles à rassembler que les grandes orientations stratégiques semblent loin d'être tranchées. Au final, les responsables IDEES ne parviennent pas à se mettre d'accord sur une liste et une orientation. Ils annoncent donc qu'ils renoncent à se présenter aux élections de 1995 tout en continuant, pour ceux qui y étaient impliqués, à militer dans les secteurs nationaux du SNES. C'en est donc fini de l'expérience IDEES.

#### ***Un noyau de « continueurs »***

Un groupe, autour de Jean-François Grasset, s'appuyant sur les élus PSUID des instances fédérales nationales, va cependant tenter de continuer l'expérience. D'une certaine façon, l'échec d'IDEES les conforte dans leur orientation : seul un positionnement suffisamment critique vis-à-vis de la direction du SNES et d'UA peut permettre d'éviter que les militants de culture UID soient absorbés par la majorité de la nouvelle fédération.

Au-delà de militants plus ou moins isolés, ce groupe a plusieurs points d'appuis. D'abord, Grasset a autour de lui un certain nombre de militants proches de Jean Poperen, comme Alain Baby ou Maurice Pan. S'ils ne bénéficient pas du soutien réel du courant poperéniste, ils disposent d'un petit réseau et surtout d'une certaine cohérence idéologique. Le deuxième pôle est constitué par des militants de l'académie d'Amiens, auparavant proches d'Estienne, mais qui sont restés au SNES.

Ces deux pôles ont en commun une opposition forte tout à la fois à l'opération « SE » et à UA. Enfin, ils peuvent s'appuyer aussi sur les militants PSUID des autres syndicats de la FSU, notamment ceux du SNESup, du SNETAA et du SNAC.

### ***La liste « Autrement-UID »***

Leurs forces sont cependant limitées dans le SNES. Fin 1995, ils se rapprochent des militants Autrement du SNES, en désaccord avec l'orientation de la direction du SNETAA, qui entame sa longue rupture avec la FSU en contestant dans un premier temps l'engagement de la jeune fédération dans les mobilisations de l'automne contre le « Plan Juppé ».

L'idée de constituer une liste commune apparaît assez vite, mais sa réalisation est loin d'être évidente, notamment parce que Grasset prend cette décision sans en informer les principaux animateurs de l'ancienne liste IDEES.

Deux appels à candidatures sont donc déposés : le premier, dont Alain Baby est co-signataire, s'intitule « *Autrement pour le SNES dans l'unité, l'indépendance et la démocratie* » ; le second, porté par Thierry Cire, Hubert Meyer et Gilles Thollard reprend le sigle IDEES.

#### ***Résultat médiocre et divergences d'approche sous le gouvernement Jospin***

La fin de l'histoire est à la fois riche en péripéties et assez prévisible.

Lors du congrès de Nice (1997), une seule liste est déposée : celle intitulée *Autrement-UID*. Elle n'obtient qu'un résultat très minoritaire (2,9 %).

Entre temps, les promoteurs de l'appel à candidature IDEES avaient clairement appelés à ne pas voter pour cette liste : les divisions du congrès de Reims étaient toujours très vives.

L'unité de la nouvelle liste, constituée avec des militants *Autrement* eux-mêmes de cultures syndicales et politiques très différentes (trotskistes et ex-trotskistes, ex-UA, ex-UID du SNETAA, socialistes « de gauche » ou chevémentistes) est compliquée par l'arrivée de la gauche plurielle au pouvoir et l'épisode du ministère Allègre qui va conduire certains d'entre eux à prendre des distances avec le SNES pour s'investir dans des collectifs « anti-Allègre ».

Les militants ex-UID, de leur côté, s'inscrivent plus dans une logique de soutien au gouvernement et trouve dans la rhétorique anti-SNES du ministre de l'éducation nationale la suite logique de l'attitude trop conciliante de la direction du syndicat avec son prédécesseur de droite.

#### ***La « liste d'Union » fédérale du congrès de Toulouse***

Lors du congrès fédéral qui se tient en décembre 1997, les partenaires de la liste *Autrement-UID* se retrouvent dans la constitution d'une « *liste d'union* ». Sur le papier, cette liste semble assez porteuse : elle est menée par François Bouillon, militant *Autrement*

en rupture lui aussi avec la direction du SNETAA, et qui est alors en charge du secteur éducatif de la FSU, et trois secrétaires généraux de « petits » syndicats : le SNPIUFM, le SNAC et le SNUASEN. On y retrouve les principaux responsables PSUID.

L'échec est cependant complet : la liste obtient à peine 2,53 % (2,88 % si l'on ne prend pas en compte les résultats du SNETAA qui n'avait soumis que deux listes, *Autrement* et *Front unique*, au vote de ses adhérents) et se retrouve totalement marginalisée.

### *Une fin en ordre dispersé*

Rapidement, la plupart des militants venus de la tendance *Autrement* constatent l'échec et décident de mettre fin à l'expérience, n'ayant plus réellement d'activité de tendance après le printemps 1998. La liste *Autrement-UID* n'a plus d'activité commune à partir de ce moment, comme en témoigne la contribution au rapport d'activité « en deux parties » (une au nom d'*Autrement*, l'autre au nom d'*UID*) de janvier 1999, qui se conclut sans donner de consigne de vote.

Un ultime appel à candidature, sous l'étiquette « *Unité, Indépendance, Démocratie, Laïcité* » (UIDL) est alors lancé par Alain Baby et Paul Drouillon, qui avait été silencieux depuis cinq ans, mais ne débouche pas sur une liste.

C'en est définitivement terminé des tentatives de reconstituer un courant d'inspiration UID dans le SNES, et dans la FSU. Baby ne demande d'ailleurs pas à s'exprimer, comme il en avait la possibilité, au moment de l'élection de la C.a.

### **Conclusion : était-ce écrit d'avance ?**

Cinquante années d'une culture syndicale particulière s'achève donc dans l'épuisement des militants, les querelles microcholines et l'indifférence assez générale. Sans faire de syndicalisme-fiction, on peut se demander si le maintien d'une tendance de culture UID aurait été possible dans le SNES.

Plusieurs conditions auraient dû être réunies pour cela.

La première, c'est que ces militants réussissent à dépasser leurs divergences, qui ont toujours été fortes. Divergences de personnalités, d'orientation, de positionnements... Ce n'est que le passage dans la minorité et l'obligation de faire front face à la majorité UA qui avaient conduit ces militants à privilégier leur unité, non sans tensions, comme en témoigne le ressentiment persistant de Louis Astre à l'égard d'Estienne, par exemple.

La seconde, c'est qu'ils puissent s'appuyer sur une tendance fédérale consistante. Or, si des militants UID pouvaient avoir fait passer leur fidélité à leur syndicat avant celle qu'ils devaient à leur tendance dans le SNES, le SNEP, le SNESup, voire le

SNETAA, les raisons qui auraient pu pousser des militants des « nouveaux » syndicats, notamment le SNUipp, à choisir à la fois la rupture avec leur syndicat et l'engagement dans une tendance de tradition UID restent à imaginer. De fait, les UID SNUipp se comptèrent sur les doigts d'une main et le décès prématuré de Jacques Pomeranz porta sans doute un coup définitif à toute tentative dans ce sens.

Une troisième condition peut aussi apparaître : que ces militants puissent bénéficier, si ce n'est d'un soutien, du moins d'une oreille attentive du côté de la direction du Parti Socialiste, dont les liens avec UID étaient très forts. Il n'en fut évidemment rien, le PS mettant tout son poids dans le soutien à la « nouvelle » FEN qui allait devenir l'UNSA éducation.

Il faut aussi prendre en compte une donnée essentielle, c'est que la culture UID était d'abord une culture majoritaire. Minoritaires dans le SNES, les UIDR avaient souvent des responsabilités fédérales, participaient d'une façon ou d'une autre au travail syndical et ne se contentaient pas de prises de position idéologiques dans les congrès et les débats.

De fait, l'évolution d'*Unité et Action* qui, quoi qu'il en soit, Estienne et une grande partie de la direction de la FEN, n'était plus depuis longtemps une tendance strictement « communiste », accentuée par l'accès à la direction d'une FSU devenue majoritaire tandis que le PCF se marginalisait politiquement, rendait tout à fait compatible les spécificités de la culture UID avec l'engagement dans la tendance UA.

Au final, Louis Astre avait sans doute raison lorsqu'il mettait en parallèle la chute du mur de Berlin et l'avenir du syndicalisme enseignant. L'unité des deux « frères ennemis » de la guerre froide était devenue possible ■

## LE MAITRON

Le tome 11, avant dernier de la série de la période 5 (1940-1968) a été présenté à l'occasion de la journée annuelle du Maitron au CHS, le 2 décembre 2015. Il comprend 260 notices dans sa version papier et 2400 dans sa version numérique.

Comme chaque année, tous les acheteurs de ce volume peuvent disposer pendant une année d'un mot de passe leur permettant d'avoir accès à toutes les notices de l'ensemble des volumes, près de 180000, et d'utiliser un moteur de recherche.

Vous pouvez vous procurer ce volume en librairie ou directement aux éditions de l'Atelier, 51-55 rue Hoche, 94 200 à IVRY-sur-Seine, au prix de 65€. (ou [www.editionsatelier.com](http://www.editionsatelier.com))

Les militant(e)s enseignant(e)s y occupent toujours une place importante. L'IRHSES a collaboré à la rédaction de nombreuses notices.

### Liste des militants ayant eu des responsabilités dans les syndicats de la FGE puis de la FEN du Second degré et du Supérieur et au niveau fédéral national.

Sont dans le volume papier les noms suivis de \*\*, d'une seule\*, le chapeau seulement ; tous les autres se trouvent uniquement dans la version numérique.

**ROBERT Jean-Louis, Henri**, (par Claude Pennetier)

(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173673>)

Né le 17 décembre 1945 à Caudéran (Gironde) ; professeur d'université à Orléans puis à Paris 1 ; militant communiste de 1964 à 1992 ; historien social de l'Europe au XXe siècle ; président de l'association des Amis de la Commune (2004-2015) et des Amis du Maitron.

**ROBERT Pierre, Octave** (par Jacques Girault) (art. 167090)

Né le 3 mars 1904 à Vernon (Eure), mort le 24 août 1973 à Créteil (Val-de-Marne) ; professeur ; militant du SNES.

**ROBIN Régine [née AIZERTIN Régine]** ( par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article167100>)

Née le 10 décembre 1939 à Paris (XIVe arr.) ; professeure d'histoire puis de sociologie d'Université au Canada ; militante syndicaliste ; militante communiste pendant quelques années ; écrivain et essayiste.

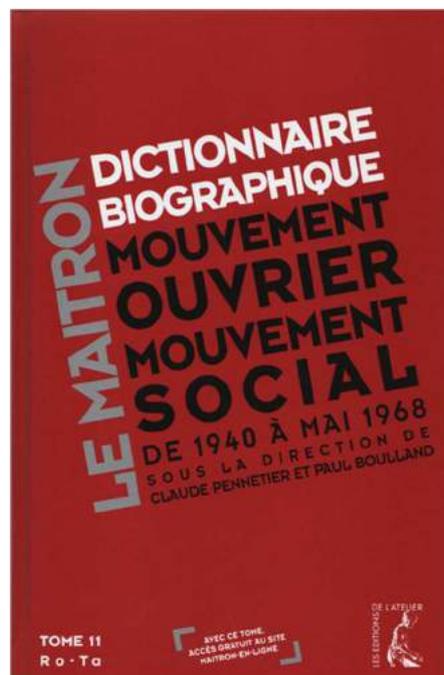
**ROCHE Robert, Louis** (par Alain Dalançon)

(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170344>)

Né le 25 mars 1911 à Paris (XIe arr.), mort le 11 octobre 1990 à Olivet (Loiret) ; professeur agrégé des lettres ; militant du SNES, de la FEN et de la MGEN ; militant du PSU.

**ROCHETTE Jean** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174463>)

PTA en Haute-Vienne ; militant du SNET.



**ROCQUES Guy** (par Julien Cahon et Hervé le Fiblec)

(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article88463>)

Né le 11 juillet 1935 à Lisieux (Calvados), mort le 3 septembre 2009 à Amiens (Somme) ; professeur ; militant syndicaliste du SNES, secrétaire de la section académique d'Amiens (1983-1993), secrétaire de la section retraités de la Somme (1995-2009), membre de la CA nationale (1971-2009), membre du bureau national, secrétaire départemental de la Somme de la FSU (1993-1994) ; militant communiste dans le Calvados puis la Somme, secrétaire de la section de Saint-Pierre-sur-Dives (Calvados), de la section d'Abbeville (Somme) de 1965 à 1971, de la cellule de la cité scolaire d'Amiens, membre du comité fédéral (1965-1987) et du comité régional.

**ROGER Jean-Luc** (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170295>)

Né en 1940 ; professeur ; militant du SNES ; militant du PCF dans le Doubs ;

**ROGNIAUX Henri, Victor \*\*** (par Alain Dalançon)

(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170565>)

Né le 11 septembre 1919 à Sainghin-en-Mélantois (Nord), mort le 1er juin 1984 à Lille (Nord) ; professeur de mathématiques à l'ENI d'Arras (Pas-de-Calais) ; militant syndicaliste, secrétaire général du SNPEN (1957-1969) ; militant mutualiste ; militant du PSA puis du PSU.

**ROJAT Louis, Jean** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170387>)

Né en 1928 ; professeur agrégé d'histoire ; militant du SNPEN, secrétaire pédagogique puis général (1969-1971)

**ROLAND Marcel, Henri, Eugène** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174883>)

Né le 18 juin 1904 à Alièze (Jura), mort le 29 février 1991 à Besançon (Doubs) ; professeur ; militant du SNES à Besançon.

**ROLLAND Robert, François** (par Jacques Girault)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170394>)

Né le 23 octobre 1938 à Saint-Servan (Ille-et-Vilaine) ; professeur ; militant communiste dans la Vienne ; militant du SNES et de la FSU dans la Haute-Vienne.

**ROMEY Robert, Lucien** (par Pierre Pétreman) (  
<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172207>)

Né le 15 décembre 1910 à Réalmont (Tarn), mort le 19 octobre 2002 à Toulouse (Haute-Garonne) ; professeur agrégé d'espagnol ; militant syndicaliste du SNES, secrétaire de la section académique de Toulouse ; militant du PSU.

**ROMIAN Hélène née Brodaty\*** (par Alain Dalançon)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article171272>)

Née le 13 janvier 1933 à Paris (XIIe arr.) ; professeure de Lettres en collège, en ENI, puis détachée à l'INRP ; militante pédagogique ; militante syndicaliste du SNPEN, de la FEN puis de la FSU ; militante communiste.

**ROMIAN Jacques, Fernand, André** (par Alain Dalançon)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172208>)

Né le 10 octobre 1928 à Neuillé-Pont-Pierre (Indre-et-Loire), mort le 12 août 1987 à Avignon (Vaucluse) ; instituteur, conseiller d'orientation puis directeur de CIO ; militant syndicaliste du SNET puis du SNES, secrétaire national de catégorie des personnels d'orientation ; militant pédagogique ; militant du PCF.

**RONAYETTE Michel François** (par Jacques Girault) (  
<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170410>)

Né le 12 septembre 1914 à Jumeaux (Puy de Dôme), mort le 17 mai 1994 à Paris (XVe arr.) ; professeur ; militant du SNES de la FEN dans l'Allier.

**ROSEVÈGUE André Jean [dit Sadose, Milos, Ribérac, Roger Devaneuse]**, (par Alain Dalançon et Jean-Paul Salles) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174795>)

Né le 16 octobre 1945 à Talence (Gironde) ; professeur de STE, SES puis de Documentation ; militant syndicaliste du SNES, membre de la CA nationale ; militant trotskyste du PCI, de la JCR, de la LCR, du NPA, d'Ensemble ; militant associatif.

**ROSMORDUC Jean, François** (par Jacques Girault)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170453>)

Né le 24 février 1937 à Saint-Segal (Finistère) ; professeur d'Université ; militant du SNESup ; militant communiste dans le Finistère.

**ROSSIGNOL Eugène, Louis** (par Jacques Girault)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170447>)

Né le 22 août 1912 à Villerupt (Meurthe-et-Moselle), mort le 22 décembre 1980 à Épinal (Vosges) ; professeur ; militant de la FEN ; militant socialiste SFIO ; adjoint au maire d'Épinal.

**ROUBY Christian, Bernard\*** (par Boïldieu Gérard et Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170462>)

Né le 24 mai 1931 au Mans (Sarthe) ; instituteur puis professeur de collège dans la Sarthe ; militant du SNI puis du SNI-Pegc et de la FEN ; militant du PCF.

**ROUDOT Denise, née Guermeur** (par Jacques Girault)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170498>)

Née le 7 avril 1933 à Landerneau (Finistère), morte le 13 mars 2002 à Brest (Finistère) ; professeure ; militante du SNET puis du SNES ; militant du PCF dans le Finistère.

**ROUFFETEAU Gérard** (par Jacques Girault)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170499>)

Né le 7 mars 1926 aux Sables-d'Olonne (Vendée) ; professeur ; militant du SNES puis du SGEN ; militant du PSU en Meurthe-et-Moselle.

**ROUGER Roger** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174427>)

Professeur d'EPS ; militant syndicaliste du SNEP dans les années 1950-1960

**ROULET Bernard, Georges \*\*** (par Alain Dalançon)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170507>)

Né le 30 avril 1925 à Mehun-sur-Yèvre (Cher), mort le 26 novembre 2014 à Sèvres (Hauts-de-Seine) ; professeur de physique ; militant syndicaliste, secrétaire général du SNET (1957-1961).

**ROULIC Gérard, Eugène, René** (par Alain Dalançon)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170510>)

Né le 13 avril 1935 à Cancale (Ille-et-Vilaine) ; professeur d'espagnol ; militant syndicaliste en Loire-Atlantique, secrétaire du S2 du SNET (1964-1965), secrétaire de la section départementale de la FEN (1965-1967), secrétaire du S2, puis secrétaire du S3 du SNES de Nantes (1967-1977) ; militant communiste ; militant associatif.

**ROULLET Marcel** (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170533>)

Né le 6 octobre 1925 à La Chapelle-Saint-Martin (Savoie), mort le 17 février 2013 à Rumilly (Haute-Savoie) ; professeur dans l'enseignement technique court ; militant syndicaliste et communiste de Rumilly.

**ROUSSELET Maurice, Jean, Joseph** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174487>)

Né le 26 janvier 1915 à Remiremont (Vosges), mort le 10 novembre 1975 à Maisons-Laffitte (Yvelines) ; intendant universitaire ; militant du SNET.

**ROUVIERE Pierre, Louis** (par Jacques Girault)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170894>)

Né le 4 octobre 1906 à Saint-Laurent-d'Aigouze (Gard), mort le 11 juillet 1965 à Cahors (Lot) ; professeur ; Résistant ; membre de la délégation municipale de Cahors à la Libération.

**ROUYER Jacques, Albert, Eugène** \*\* (par Alain Dalançon et Jean Lafontan) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172209>)

Né le 17 février 1939 à Houilles (Seine-et-Oise/Yvelines), mort le 18 février 2010 à Raizeux (Yvelines) ; professeur d'éducation physique et sportive ; militant syndicaliste, secrétaire général du SNEP (1979-1997), militant « Unité et Action » de la FEN puis de la FSU ; militant communiste, adjoint au maire de Malakoff (Hauts-de-Seine).

**ROUX Alain, Francis, Amédée** \*\* (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article171175>)

Né le 11 juin 1935 à Nice (Alpes-Maritimes) ; professeur d'Université ; militant syndicaliste ; militant communiste ; spécialiste de la Chine.

**ROUX Jean Paul** \*\* (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article171185>)

Né le 10 octobre 1942 à Aïn-Témouchent (Algérie) ; attaché d'administration scolaire et universitaire ; militant syndicaliste, secrétaire général de la FEN puis de l'UNSA éducation (1997-2002), secrétaire général de l'UNSA fonctionnaires (1998-2001) ; militant socialiste.

**ROUX, Roger, Pierre** (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article171187>)

Né le 10 septembre 1921 à Tonneins (Lot-et-Garonne), mort le 15 novembre 2011 à Agen (Lot-et-Garonne) ; professeur dans l'enseignement technique ; militant de la CGT : militant du PCF en Lot-et-Garonne, conseiller municipal d'Agen (Lot-et-Garonne).

**ROY Camille, René, Paul** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article171267>)

Né le 23 septembre 1930 à Châtelleraut (Vienne), mort le 12 août 2012 à Vouneuil-sur-Vienne (Vienne) ; professeur d'EPS ; militant syndicaliste du SNEP ; militant communiste dans la Vienne.

**ROY Pierre, Henri** (par Loïc Le Bars) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article171204>)

Né le 23 août 1936 à Volvic (Puy-de-Dôme) ; professeur de lettres modernes ; militant trotskyste (OCI, PCI, Courant communiste internationaliste du Parti des travailleurs et du Parti ouvrier indépendant) ; militant du SNES ; membre de la CA du SNES au titre de l'École émancipée (1966-1967) puis de l'École émancipée-FUO (1969-1976) ; secrétaire des sections de la Loire du SNFOLC et de la FNEC-FO (1984-1997) ; président de la Fédération de la Loire de la Libre Pensée (1997) et de la Fédération des Associations des amis des monuments pacifistes, républicains et anticléricaux (1994-2008).

**ROY Serge, Camille, Henri** (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article171208>)

Né le 27 août 1930 aux Sables d'Olonne (Vendée) ; professeur ; militant du SNES et de la FEN ; militant communiste en Vendée.

**ROYER Bertrand** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article171214>)

Né le 30 juillet 1949 à Cognac (Charente), mort le 1er janvier 2004 à Poitiers (Vienne) ; professeur de philosophie ; militant du SNES ; militant communiste puis socialiste, adjoint au maire de Poitiers (Vienne), conseiller général de Poitiers-Buxerolles

**ROZ Claude, Henri, Gabriel** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174438>)

Né le 22 août 1924 à Mont-sous-Vaudrey (Jura), mort le 30 septembre 1975 à Lyon (Ille arr.) ; professeur ; militant syndicaliste du SNES dans l'académie de Besançon (Doubs), membre de la CA nationale et du Bureau national.

**ROZENKIER Joseph** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article171219>)

Né le 21 septembre 1936 à Paris (IVe arr.) ; professeur d'espagnol ; militant syndicaliste de l'UNEF puis du SNES, secrétaire du S2 du Val d'Oise, membre de la CA et du bureau du S3 de Versailles, responsable du secteur langues vivantes au S4 ; militant de l'UEC puis du PCF, collaborateur de la section de Politique extérieure du Comité central ; militant associatif notamment de France-Amérique latine.

**RUBAN R.** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174488>)

Conseiller puis directeur de centre d'orientation scolaire et professionnelle à Lyon (Rhône), militant du SNET (secrétaire régional) puis du SNES.

**RUDIGOZ Claude** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174428>)

Professeur agrégé d'anglais ; militant du SNES, secrétaire du S3 de Besançon (Doubs), membre de la CA nationale (liste C).

**RUFF Paul** \*\* (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172211>)

Né le 3 janvier 1913 à Sidi-Bel-Abbès (Algérie), mort le 16 octobre 2000 à Maisons-Laffitte (Hauts-de-Seine) ; professeur agrégé de mathématiques ; militant syndicaliste, dirigeant du SNES et de la FEN dans la région parisienne (1948-1966), membre du bureau national du SNES ; militant du CLADO et du PSU.

**SAÏD Paul** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172651>)

Né le 16 septembre 1905 à Miliana (Algérie), mort le 4 décembre 1972 à Chambéry (Savoie) ; professeur ; militant syndicaliste du SNET et de la FEN en Algérie.

**SAINT-BLANCAT Charles, Alexandre, Émile** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172563>)

Né le 20 juin 1916 à Auzas (Haute-Garonne), décédé le 6 décembre 1994 à Perpignan (Pyrénées-Orientales) ; professeur ; militant de la FEN dans le Lot.

**SAINT-GERMES Jean** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174689>)

Professeur ; militant syndicaliste du SNET, secrétaire régional de Bordeaux.

**SANDOZ Albert, Theodor** (par Yves Verneuil)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174197>)

Né le 7 novembre 1908 à Mulhouse (Allemagne/Haut-Rhin) ; mort le 20 décembre 1959 à Paris (VIe arr.) ; professeur agrégé de Philosophie ; président de la Société des agrégés (1946-1951), militant du SNES ; militant chrétien.

**SANTROT Jacques, Bernard** \*\* (par Alain Dalançon)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172869>)

Né le 8 juillet 1938 à Limoges (Haute-Vienne) ; professeur, maître-assistant de mécanique à l'ENSMA de Poitiers ; militant syndicaliste étudiant de l'UNEF et de la MNEF, puis du SNESup ; militant socialiste, premier secrétaire de la Fédération de la Vienne, conseiller général (1973-1988), conseiller régional (1978-1988, 2004-2010), député de la Vienne (1978-1993), maire de Poitiers (1977-2008).

**SAPIN Jacques** (par Alain Dalançon)

**SARRAZIN Yvan** (par Hervé le Fiblec et Jean Reynaud)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174128>)

Né le 11 novembre 1924 à Saint-Félix-de-Foncaude (Gironde) ; professeur agrégé de mathématiques, militant syndicaliste du SNET puis du SNES ; maire de Verneuil-en-Halatte (Oise).

**SAUTEREY Robert, François** \*\* (par Alain Dalançon)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174125>)

Né le 3 juillet 1921 à Courbevoie (Seine, Hauts-de-Seine), mort le 17 août 1999 au centre hospitalier Bligny à Briis-sous-Forges (Essonne) ; professeur agrégé de Physique, professeur d'université de Chimie ; Résistant ; militant trotskyste du POI, du PCI et des Jeunesses socialistes, puis du PCF ; militant syndicaliste du SNESRS puis du SNESup.

**SAUVADET Edouard, Jean, Henri** (par Jacques Girault)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172611>)

Né le 25 juin 1924 à Issoire (Puy-de-Dôme), mort le 14 septembre 2001 à Metz (Moselle) ; professeur en Moselle ; militant du SNES ; militant du PSU.

**SAUVRENEAU Pierre, René** (par Alain Dalançon)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172648>)

Né le 11 mai 1922 à Bourges (Cher) ; ouvrier puis professeur de l'enseignement technique ; militant syndicaliste du SNET puis du SNES ; militant de la FCPE.

**SCHATZMAN Evry, Léon** (par Michel Pinault)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article168590>)

Né le 16 septembre 1920, à Neuilly-sur-Seine (Seine, Hauts-de-Seine), victime d'une grave hémorragie cérébrale, le 9 septembre 2001, mort le 25 avril 2010, à Paris (XIXe arr.) ; enseignant-chercheur, astrophysicien ; communiste jusqu'en 1959 puis oppositionnel ; syndicaliste, dirigeant du SNESRS-FEN, de 1950 à 1956, puis du SNESup ; militant rationaliste, vice-président puis président de l'Union rationaliste, de 1961 et 1971 à 2001.

**SCHEIBLING Jacques** (par Alain Dalançon)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172715>)

Né le 20 octobre 1936 à Kuttolsheim (Bas-Rhin) ; professeur agrégé de Géographie ; militant syndicaliste du SNES ; militant communiste à Grenoble puis à Paris, collaborateur du Comité central.

**SCHULHOF Catherine** (par Yves Verneuil)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article130799>)

Née le 4 octobre 1885 à Paris (IVe arr.), morte le 2 juin 1960 à Cahors (Lot) ; professeure agrégée de sciences ; présidente de la Société des agrégées ; militante syndicaliste du S3 puis du SNES.

**SCHMIEDT Georges, René** (par Alain Dalançon)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174766>)

Né le 10 novembre 1910 à Reims (Marne), mort le 18 octobre 1983 à Dijon (Côte d'or) ; professeur agrégé de mathématiques ; militant syndicaliste du SNES, secrétaire du S3 de Dijon (1950-1962).

**SCHOULER Georges, Paul, Laurent** (par Alain Dalançon)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172726>)

Né le 15 mars 1907 à Paris (Ve arr.), mort le 23 avril 2007 à Belfort (Territoire de Belfort) ; professeur ; militant syndicaliste du SNEPS, du SNCM puis du SNES dans l'académie de Besançon ; militant mutualiste de la MGEN.

**SCHWAB-SOMMER Marguerite, [née SOMMER Marguerite, Anna, Céline]** (par Alain Dalançon)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173394>)

Née le 29 janvier 1888 à Baumes-les-Dames (Doubs), morte le 11 novembre 1972 à Boulogne-Billancourt (Hauts-de-Seine) ; professeure agrégée d'Histoire ; militante féministe, laïque et syndicaliste du S3, du SPES puis du SNES à Paris ; secrétaire de la Société des agrégées, membre du CSEN de 1934 à 1940 puis de 1946 à 1954.

**SCLAFFER Jean** (par Alain Dalançon)

**SEBAG Paul** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172545>)

Né le 26 septembre 1919 à Tunis, mort le 5 septembre 2004 à Paris ; professeur, sociologue et historien d'origine tunisienne ; militant communiste en Tunisie.

**SECLER-RIOU Fernande [née RIOU Fernande, Amélie, Céline]** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173690>)

Née le 19 novembre 1898 à Paris (XIe arr.), morte le 12 mai 1981 à Saint-Germain-en-Laye (Yvelines) ; professeure, inspectrice de l'enseignement primaire ; militante syndicaliste de la FEN-CGT ; militante pédagogique de « l'École nouvelle », secrétaire du GFEN, rapporteur de la commission Langevin-Wallon ; militante de l'UFF et du PCF, membre des comités de rédaction de La Pensée et de L'École et la Nation.

**SEGUIN Suzanne, épouse Rochas** (par Alain Dalançon)  
(<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174430>)

Née le 19 décembre 1923 à Lyon (VI<sup>e</sup> arr.) (Rhône) ; professeure de Lettres ; militante syndicaliste du SNES et de la FEN ; militante communiste à Lyon puis en Eure-et-Loir.

**SEINGUERLET Jean, René, Gaston** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173044>)

Né le 3 mars 1905 à Le Tilot (Vosges), mort le 6 avril 1977 à Tours (Indre-et-Loire) ; professeur de Lettres ; militant syndicaliste du SPES puis du SNES, secrétaire de la section académique de Poitiers (1945-1948).

**SÉNÉCAT Pierre, Alphonse** \*\* (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173060>)

Né le 29 septembre 1912 à Magnicourt-sur-Canche (Pas-de-Calais), mort le 10 décembre 2008 à Paris (XIV<sup>e</sup> arr.) ; professeur agrégé de mathématiques ; militant syndicaliste, secrétaire général adjoint du SNES, président de la Société des agrégés ; militant socialiste.

**SERAN Brigitte, épouse Vasson** (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173982>)

Professeur dans le Puy-de-Dôme ; militante du SNET ; militante communiste.

**SERBAT Guy** (Pseudonymes : **Escudié, Esquirol, Caylus, Cayrol**) (par Claude Pennetier) (

Né le 29 janvier 1918 à Lafox (Lot), mort le 4 mars 2001 à Saint-Maur-des-Fossés (Val-de-Marne) ; professeur agrégé de grammaire en lycée puis professeur d'université ; résistant ; militant syndicaliste du SNES ; militant communiste de 1942 à 1956 ; conseiller municipal de Saint-Maur-des-Fossés.

**SERRE Louis** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174431>)

Professeur, militant syndicaliste du SNEPS à Marseille (Bouches-du-Rhône).

**SERRIS Pierre** (par Jean Reynaud) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173068>)

Né le 31 janvier 1929 à Villefranche-de-Lauragais (Haute Garonne) ; professeur ; militant du SNET puis du SNES dans les Bouches-du-Rhône.

**SICARD Alain** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172652>)

Né le 6 janvier 1935 à Bizerte (Tunisie) ; professeur d'Espagnol à l'Université de Poitiers (Vienne) ; militant syndicaliste du SNESup ; doyen de la Faculté des Lettres et Langues, vice-président de l'Université ; militant communiste.

**SICILIANO Dominique, René** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174843>)

Né le 21 février 1931 à Tunis (Tunisie) ; professeur de l'enseignement technique puis inspecteur général ; militant syndicaliste du SNET puis du SNES à Paris.

**SIMBRON Yannick, René, Ernest**\*\* (par Guy Putfin) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173243>)

Né le 2 juin 1938 à Nantes (Loire-Atlantique), mort le 15 avril 2008 à Nancy (Meurthe-et-Moselle) ; instituteur ; secrétaire général de la FEN de 1987 à 1991.

**SIMON Gérard, Jacques, Louis** (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173396>)

Né le 30 juin 1943 à Chambéry (Savoie) ; PEGC en Savoie ; militant communiste, conseiller municipal de Cognin (Savoie).

**SIMON Maurice, Jean** \*\* (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174472>)

Né en 1912 ; professeur agrégé d'Anglais ; militant syndicaliste du SNES, secrétaire de la commission pédagogique (1964-1966), membre du bureau national de la FEN, secrétaire pédagogique (1967-1971) ; militant du PSU ; militant de la Ligue de l'enseignement.

**SIMON Michel** (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173398>)

Né le 5 juillet 1927 à Paris (XI<sup>e</sup> arr.), mort le 7 septembre 2013 à Concarneau (Finistère) ; professeur d'université ; militant du SNES ; militant communiste du Nord, membre du comité central du PCF.

**SIMONOT Michel, Alain** (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173402>)

Né le 13 septembre 1935 à Guérisny (Nièvre) ; professeur ; militant du SNES puis du SNESup ; militant communiste en Côte d'Or puis dans la Haute-Marne.

**SINGEVIN Christiane [née MASSON Christiane, Jacqueline, Gabrielle, Barbe]** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174494>)

Née le 4 décembre 1933 à Berck-sur-mer (Pas-de-Calais) ; professeur puis principal de collège à Arras (Pas-de-Calais) ; militante du SNET, puis du SNPDES, membre du bureau national (1978-1992).

**SINGEVIN Robert, Ernest, Auguste, Léon** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173680>)

Né le 23 mars 1931 à Sedan (Ardennes), mort le 7 janvier 2011 à Arras (Pas-de-Calais) ; professeur puis proviseur ; militant syndicaliste du SNET puis du SNES puis du SNPDES ; militant socialiste, adjoint au maire d'Arras (1977-1989).

**SIREDEY André, Marcel, Lucien** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173433>)

Né le 28 août 1932 à Tananarive (Madagascar) ; professeur ; militant syndicaliste du SNET et de la FEN dans la Marne, puis du SNES, secrétaire du S3 de Reims (1972-1976), secrétaire national responsable du secteur politique scolaire et laïcité (1979-1983) ; militant associatif, président du comité départemental de la Savoie de l'Appel des cent.

**SNYDERS Georges, Alfred** \*\* (par Evelyne Bechtold-Rognon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173335>)

Né le 28 avril 1917 à Paris (IX<sup>e</sup> arr.), mort le 27 septembre 2011 à Paris (VI<sup>e</sup> arr.) ; professeur agrégé de philosophie,

chercheur en Sciences de l'éducation ; résistant, déporté ; militant communiste ; militant syndicaliste au SNEsup.

**SOREL Alfred, Israël** \*\* (par Alain Dalançon et Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172975>)

Né le 11 mai 1931 à Oran (Algérie) ; instituteur en Seine-et-Oise ; militant syndicaliste, membre du BN du SNI puis du SNI-PEGC, membre de la CA puis du BFN de la FEN, responsable national de la tendance « Unité et Action » ; militant du PCF, adjoint au maire d'Argenteuil (Val-d'Oise), conseiller général du Val-d'Oise.

**SOUBIROU Jean-Louis** (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173692>)

Né le 20 octobre 1907 à Lalongue (Basses-Pyrénées/ Pyrénées-Atlantiques), mort le 4 février 1998 à Pau ((Basses-Pyrénées/ Pyrénées-Atlantiques) ; professeur ; militant de la FEN dans les (Basses-Pyrénées/ Pyrénées-Atlantiques) ; militant socialiste SFIO ; maire de Meillon puis conseiller municipal de Pau .

**SOUESME Armand, Georges** (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173697>)

Né le 25 avril 1918 à Ouzouer-sur-Loire (Loiret), mort le 19 mai 2003 à Olivet (Loiret) ; professeur ; militant syndicaliste ; militant communiste dans le Loiret.

**SOULET Claude, Fernand** (par Didier Bigorgne) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173728>)

Né le 12 octobre 1938 à Cerbère (Pyrénées-Orientales), mort le 2 février 2008 à Narbonne (Aude) ; professeur d'anglais ; syndicaliste du SNES et de la FEN ; dirigeant du PCF des Ardennes (1966-1990) ; conseiller général des Ardennes (1973-1976) ; adjoint au maire de Sedan (1977-1989, puis 1995-2001).

**SPIRE Rose [Rosette], [née Golberin, épouse Scheibling]** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174791>)

Née le 2 décembre 1934 à Colmar (Haut-Rhin) ; professeure d'anglais ; militante syndicaliste du SNES, secrétaire nationale (1979-1987) ; militante communiste.

**SPRECHER Jean, Félix** (par Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174115>)

Né le 1er janvier 1930 à Constantine (Algérie), mort le 24 avril 2006 à Toulon (Var) ; professeur ; militant du SNES en Algérie ; militant communiste ; adjoint au maire de La Seyne (Var).

**STAROPOLI Nicolas, Alexandre** \*\* (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173366>)

Né le 20 juin 1911 à Alger, mort le 31 janvier 1991 à Clichy-la-Garenne (Hauts-de-Seine) ; instituteur puis professeur ; militant du SNI, du SNCM puis du SNES, secrétaire du S3 d'Alger (1956-1958), membre du bureau national (1960-1966), membre de la CA nationale de la FEN (1961-1967) ; militant socialiste, adjoint au maire de Palaiseau (Essonne).

**STAUB Théodore, Fritz** (Claude Geslin, Gilles Morin) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article131644>)

Né le 25 octobre 1909 à Levallois-Perret (Seine), mort le 20 novembre 1996 à Saint-Raphaël (Var) ; professeur d'espagnol ; militant syndicaliste du SNEPS ; secrétaire de la fédération socialiste SFIO de Loire-Inférieure.

**STUDER Charles, Joseph** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174317>)

Né le 21 février 1899 à Hindlingen (Haut-Rhin), mort le 3 juillet 1972 à Colmar (Haut-Rhin) ; professeur ; militant syndicaliste du SNEPS.

**SURET-CANALE Jean, Jules, Victor** \*\* (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173333>)

Né le 27 avril 1921 à Paris (1er arr.), mort le 23 juin 2007 à La Roquette (Gironde) ; professeur agrégé de Géographie ; Résistant ; militant syndicaliste du SNES ; intellectuel anticolonialiste spécialiste de l'histoire et de la géographie de l'Afrique ; militant communiste, dirigeant de la fédération de la Mayenne (1952-1955), directeur adjoint du CERM, membre du comité central du PCF (1965-1972) ; militant associatif.

**SURREL Robert, Ferdinand** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174445>)

Né le 5 octobre 1911 à Taulhac (Haute-Loire), mort le 5 novembre 1979 à Antony (Hauts-de-Seine) ; professeur d'éducation physique ; militant syndicaliste, secrétaire général du SNPEP (1945-1952), trésorier de la FEN (1953-1955).

**SZAJNFELD Raphaël** \*\* (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article173365>)

Né le 4 novembre 1936 à Paris (XIIIe arr.) ; ouvrier métallurgiste, instituteur, puis PEGC ; militant syndicaliste de la CGT, puis du SNI, SNI-Pegc et de la FEN, secrétaire de la section départementale de Seine Saint-Denis de la FEN, porte-parole fédéral de la tendance « Unité et Action », un des fondateurs de la FSU ; militant communiste.

**TAGUEL Pierre** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174234>)

Né le 31 janvier 1921 à Laneuville-au-Rupt (Meuse), mort le 24 novembre 2009 à Nancy (Meurthe-et-Moselle) ; professeur agrégé de Géographie ; militant syndicaliste du SNPEN et de la FEN.

**TANGUY Jean, Emile, Louis** \* (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174268>)

Né le 21 mai 1918 à Saint-Coulomb (Ille-et-Vilaine), mort le 15 septembre 1983 à Saint-Malo (Ille-et-Vilaine) ; professeur d'Histoire-Géographie à l'ENI du Morbihan ; Résistant ; militant communiste, conseiller municipal de Vannes (Morbihan) ; militant syndicaliste, secrétaire général du SNPEN-FEN (1972-1978) ; militant mutualiste, président de la caisse primaire de Sécurité sociale.

**TAVOILLOT Eugène** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article174566>)

Né le 27 juillet 1888 à Lyon (Ve arr.) (Rhône), mort le 28 janvier 1971 à Freyming [Freyming-Merlebach] (Moselle) ; professeur puis directeur d'EPS ; militant du SNEPS puis du SNCM dans le Bas-Rhin.

**Liste des militants morts durant la 2e GM (déportés, fusillés, exécutés)**

**ROBY Marcel**

**ROEDERER Hélène** \* (par Alain Dalançon) (

Née le 5 mai 1921 à Dillingen (Sarre), morte en déportation au camp de Ravensbrück (Allemagne) le 10 mai 1945 ; étudiante ; Résistante de « Témoignage chrétien » et « Défense de la France ».

**ROULLE Albert, Alcide** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article170511>)

Né le 12 octobre 1885 à Saint-Christophe-le-Jajolet (Orne), mort en déportation le 21 janvier 1945 à Dora (Allemagne) ; directeur de l'EPS de Mamers (Sarthe) ; Résistant.

**SAGASPE Pierre, André** (par Alain Dalançon) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172553>)

Né le 23 mai 1903 à Iholdy (Basses-Pyrénées/Pyrénées-Atlantiques) ; professeur ; Résistant tué par les Allemands le 31 juillet 1944 à Saint-Andéol (Isère).

**SAINTENAC Etienne** (par Alain Dalançon et Jacques Girault) (<http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article172565>)

Né le 15 février 1916 à Marseille (Bouches-du-Rhône), mort le 3 mai 1945 à Lübeck (Allemagne) ; professeur agrégé de philosophie ; résistant déporté.

**Les FUSILLÉS (1940-1944), Dictionnaire biographique des fusillés et exécutés par condamnation et comme otages ou guillotins en France pendant l'Occupation**, s. dir./ Claude Penetier, Jean-Pierre Besse, Thomas Pouty et Delphine Leneveu. Éditions de l'Atelier, 2015, 1950 p., 30 €.

Ce gros ouvrage de 1950 pages sur papier bible couronne le travail de nombreuses années de recherches sous la direction de Jean-Pierre Besse, trop tôt disparu à 62 ans en juillet 2012. Il rassemble dans le cadre du Maitron, Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social, 4 425 biographies très exactement, rédigées par une centaine d'auteurs. Elles concernent principalement des fusillés par condamnation des Allemands, des Italiens, des cours martiales de Vichy mais aussi des fusillés comme otages, des guillotins suite à une condamnation des Sections spéciales de Vichy, des Alsaciens-Lorrains exécutés...

Au-delà des comptages, les auteurs ont voulu donner place aux itinéraires des fusillés qui occupent une place à part dans la mémoire collective et participent au grand mythe de la Résistance, au sens de vision collective génératrice de l'action. La dimension exemplaire ne doit pas cacher l'épaisseur humaine et la complexité des parcours, pour la plupart « obscurs et sans grade ». Il fallait pour cela tenter une histoire sociale de ces hommes.

Travail d'histoire et de mémoire, ce dictionnaire répond à une double ambition : mieux comprendre l'Occupation et rendre leur place à tous ceux qui se sont opposés au nazisme, aux chemises noires mussoliniennes, à la Milice et au régime de Vichy. Ils étaient communistes, gaullistes, socialistes, syndicalistes ou bien simplement patriotes ; juifs, chrétiens ou libres-penseurs. Certains étaient des résistants actifs, d'autres furent arrêtés en raison de leurs origines, de leur engagement militant ou de leur refus de l'Occupation.



# Conseil d'administration du 17 décembre 2015

## au siège de l'IRHSES

**Présents** : François Blanchard, Jean-Louis Charbonnier, Alain Dalançon, Josiane Dragoni, Robert Hirsch, Roland Hubert, Philippe Koechlin, Hervé Le Fiblec, Matthieu Leiritz, Joël Mariteau, Daniel Renard, Gérard Requigny, Louis Weber.

**Excusés** : Gérard Aschieri, Jean-Louis Auduc, Quentin Dauphiné, Laurent Frajerman, Jacques Girault, Pierre Petreman, Raphaël Szanfeld.

La séance est ouverte à 14h 05.

### 1- Activité de l'Institut en 2014-2015

Le président présente le bilan des activités menées lors de l'année scolaire 2014-2015 :

- publication de plusieurs PdR infos (hommages à J. Petite, à A. Dellinger, et Naissance de la discipline « documentation »)
- participation aux stages de formation syndicale (« nouveaux militants » laïcité, stage académique à Rennes)
- poursuite de la collaboration à la rédaction du dictionnaire biographique du mouvement ouvrier (« Maitron ») dont le tome 11 vient de paraître, par la rédaction de nombreuses notices (voir la liste sur le site de l'IRHSES et dans ce numéro de PDR infos)
- participation aux travaux de l'HIMASE et du CODHOS
- contribution aux travaux de l'Institut de la FSU (Chantier « histoire de la FSU, tome 2 »)
- numérisation par la BNF des bulletins du syndicat national des EPS, du SPET (1936-1940), du SPES (1938-1940) ; les originaux devraient revenir au printemps
- développement du site internet, qui accueille désormais environ 7 000 visites mensuelles

### 2- Présentation des comptes par Gérard Requigny (trésorier)

Le compte de résultat 2014-2015 fait apparaître un résultat positif de 3 243,18 €.

Ce résultat s'explique par une activité de l'Institut générant peu de dépenses.

Aucune relance de cotisation n'ayant été faite, peu de membres actifs et peu de S2 ont renouvelé leur adhésion pour cette année 2015-2016

Le CA décide d'arrêter les comptes et d'affecter le résultat au compte « report à nouveau ».

### 3- Réorganisation du CA et du bureau – convocation de l'assemblée générale

Afin de pourvoir aux sièges vacants (par décès) et aux démissions, le C.a. décide de coopter Robert Hirsch (qui remplace A. Rosevègue) et Gilles Fourrier comme membres du conseil d'administration.

Par ailleurs, il décide de réorganiser le bureau, en élisant Jean-Louis Charbonnier comme vice-président, et Gilles Fourrier comme trésorier, en remplacement de Gérard Requigny, qui reste membre du bureau.

Le bureau est désormais ainsi constitué :

**Président** : Alain Dalançon ; **Vice-Président** : Jean-Louis Charbonnier ; **Secrétaire général** : Hervé Le Fiblec ; **Trésorier** : Gilles Fourrier ; **autres membres** : Pierre Petreman, Gérard Requigny.

Le C.a. décide par ailleurs de convoquer l'Assemblée générale le 29 mars 2015 à Grenoble pendant le congrès du SNES.

### 4- Perspectives d'activité

Le secrétaire général présente les perspectives d'activité pour l'année en cours. Après discussion ont été actées, outre la poursuite des actions menées précédemment :

- publications d'un *Points de Repères* consacré au sixième anniversaire de la création du « nouveau » SNES, qui devra être distribué aux congressistes du SNES ; l'organisation d'une forme de célébration de cet anniversaire lors du congrès est aussi évoquée (à voir avec le secrétariat général du SNES)°
- publications de numéros de *PdR Infos* : un premier consacré au parcours des militants UIDR de

la FEN à la FSU, un second à la prise en charge des questions de contenus d'enseignement par le SNES, étude qui pourra avoir des suites en fonction des disciplines

- en perspective : un *PdR* ou *PdR infos* consacré à la régionalisation ou à l'organisation territoriale de l'éducation nationale ; un travail sur la revue *Degrés*.
- mise en ligne sur le site de travaux de Josiane Dragoni sur « Le SNES et la FSU durant la période Allègre »
- publication d'un travail de Loic Le Bars consacré aux maitres d'études en 1848.
- poursuite du travail sur le tome 12 du Maitron et préparation du travail pour la nouvelle période après 1968 (inventaire des biographiables et élargissement du nombre des auteurs)
- le président évoque la possibilité d'une publication numérique d'un mémoire de master consacré à la Société des professeurs d'histoire et géographie dans les années 1930, qui a concouru au prix Maitron mais n'a pas été primé
- participation à la préparation et à l'animation du stage national « Action syndicale et mémoire militante » ; plusieurs thématiques sont actuellement à l'étude du secteur « formation syndicale » du SNES : l'autonomie des établissements et la démocratie scolaire, le rapport du syndical au politique, la création de FO dans l'enseignement.
- élaboration de fiches de formation syndicale et activation de liens plus voyants entre le site du SNES et celui de l'IRHSES

La séance est levée à 16 h.

#### INTERVIEW

Nous avons reçu  
(A. Dalançon et H. Le Fiblec) au siège de  
l'IRHSES, le 7 janvier 2016,

**Paul Berger** : ancien secrétaire national du  
SNES chargé de la commission laïque puis du  
secteur politique scolaire, ancien secrétaire de la  
SD/FEN Moselle.

Voir sa biographie sur le site du Maitron



#### VISITEZ NOTRE SITE INTERNET

[lrhses.snes.edu](http://lrhses.snes.edu)

7000 visites mensuelles

#### ADHÉREZ à l'IRHSES

Cotisation individuelle : 20€	, de soutien : 45€
Association/syndicat : 60€	: 150€
SNES-S1 : 20€	: 45€
SNES-S2, SD FSU : 40€	: 80€
SNES-S3 : 125€	: 225€

chèque à envoyer avec coordonnées à IRHSES,  
46 avenue d'Ivry, 75647 Paris cedex 13

#### DISPARITIONS

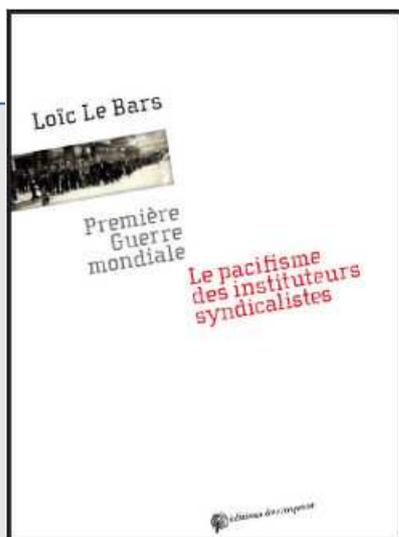
Trois militants importants du  
SNES et du SNESup qui étaient  
adhérents de l'IRHSES sont  
décédés cet été et cet  
automne :

Maurice REIX (1925-2015)

Guy ODENT (1931-2015)

Hubert COUDANE (1924-2015)

Nous avons témoigné notre  
sympathie à leur famille : voir  
les informations et leur bio sur  
notre site



## *La Première Guerre mondiale*

### *Le pacifisme des instituteurs syndicalistes*

**par Loïc Le Bars**

Ouvrage de 320 p. publié par l'Himase  
à commander au prix de 24€ à l'IRHSES  
ou au trésorier de l'HIMASE :  
Louis Weber, 20, route d'Héricy  
77870 VULAINES SUR SEINE

Très peu parmi les très nombreux ouvrages publiés à l'occasion du centenaire du déclenchement de la Première Guerre mondiale ont abordé la question du pacifisme, particulièrement mal vu en une période où le nationalisme belliqueux, parfois revanchard, et l'aspiration à l'Union sacrée étaient dominants, y compris à gauche.

La majorité des instituteurs mobilisés n'y échappaient pas. Généralement sous-officiers et officiers subalternes, ils ont payé un lourd tribut à la guerre. Ce sont eux en effet qui, à la tête de leurs compagnies, montaient à l'assaut, en fait à la boucherie.

Seule une minorité a participé aux courants pacifistes et au refus de la guerre. Cette minorité était aussi celle qui, avec des nombreuses institutrices, était syndiquée à la CGT, à une époque où les fonctionnaires n'avaient pas encore légalement le droit de se syndiquer. Comme l'écrivait Pierre Monatte, un des dirigeants de la CGT alors, ces enseignants animaient « la seule fédération restée fidèle durant la guerre à l'internationalisme ouvrier, prouvant ainsi la vigueur de son esprit révolutionnaire »

Ce livre retrace la façon dont ces institutrices et instituteurs ont vécu la guerre, notamment à travers les lettres qu'ils ont envoyées à celles et ceux qui partageaient leur engagement.



Toujours en vente à l'IRHSES



Franco de port : 10€ pour *La Grève enseignante*  
28€ pour *Les Frères ennemis*